

# Les documents de L'ECONOMISTE

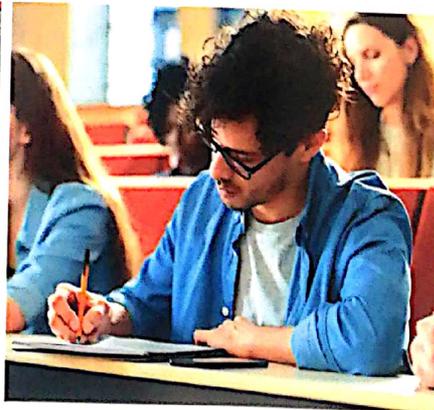


Centre de Management de la Qualité  
Certification ISO 9001:2015  
N° 01/0001/2015/0001



Industrie, métiers mondiaux, universités...

## Fès résiliente



En partenariat avec



BANQUE  
POPULAIRE



UEMF  
الجامعة الأورومتوسطية بفاس  
EUROMED UNIVERSITY OF FES  
UNIVERSITÉ EUROMED DE FÈS



# SOMMAIRE

## Pourquoi investir à Fès



- ZAI, PIAC, port sec... des atouts et des défis VIII-X
- Coup d'accélérateur pour la réindustrialisation XII-XIV
- Se positionner sur les métiers mondiaux XVI-XVIII
- Le rôle clé des régions pour impulser la reprise XIX
- Comment faire revivre l'industrie textile XXII-XXIV

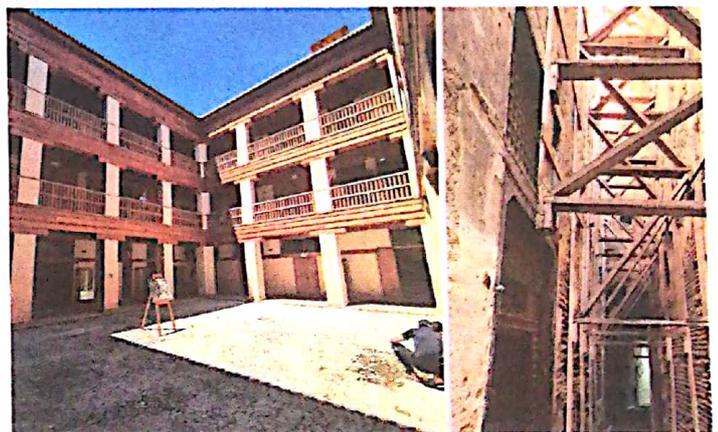
## Formation et emploi



- Renaissance économique, industrielle et culturelle: Fès trace son chemin II
- Les contrats Etat-Région boosteront la compétitivité IV
- Comment relancer l'investissement VI

- Les universités de Fès, des pépinières d'excellence XXVI-XXVII
- Fez Smart Factory au service de l'industrie 4.0 XXVIII
- Formation/Une Cité pour oser l'excellence XXIX
- L'UPF entame son projet d'agrandissement XXX
- UEMF: «Des plateformes ouvertes pour apprendre, inventer, produire» XXXI

## Stratégies sectorielles



- Tourisme: Remettre la destination sur les radars XXXII
- Artisanat: Des leviers pour acter la reprise XXXIII
- Valorisation de la médina: Faire revivre un patrimoine séculaire XXXIV-XXXV
- Agriculture: La plaine du Saïss, nouveau grenier XXXVI-XXXVII

## Gouvernance locale

- La Radeef dévoile son plan d'investissement sur 10 ans XXXVIII-XXXIX
- Promotion du sport: Gros espoirs pour une renaissance au Phénix XL

# L'ECONOMISTE

Président d'honneur: **Abdelmounaïm Dilami**

Directeur de publication: **Khalid Belyazid**

Rédacteur en Chef: **Mohamed Benabid**

Secrétaire générale de la Rédaction: **Meriem Oudghiri**

### ● Macro-économie, Micro-économie, Finances & Marché

Khadija Masmoudi (Grand reporter)  
Abdelaziz Ghoubi (Grand reporter)  
Hassan El Arif (Grand reporter)  
Franck Fagnon (Grand reporter)  
Mouhamed Ali Mrabi (Grand reporter)  
Moulay Ahmed Belghiti (Grand reporter)  
Mohamed Chaoui (Grand reporter senior)  
Fatim Zahra Tohyr (Resp. pages internationales)

### ● Enquête, Justice, Société

Amin Rboub (Grand reporter)  
Faïçal Faqih (Grand reporter)  
Amme Boushaba (Grand reporter)

### ● PME - Régions, desk

Rédactrice en chef: **Radia Lahlou**  
Karim Agoumi (Responsable desk)  
Aziza El Affas (Casablanca)  
Badra Berrissoule (Marrakech)  
Youssef Saïd Alami (Fès)  
Noureddine El Aïssi (Rabat)  
Ghizlane Badri (Essaouira)  
Ali Abjioui (Tanger)  
Ali Kharroubi (Oujda)

### ● Enseignement, Formation, Recherche

Ahlam Nazih (Grand reporter)  
Tilila El Ghouari

Dessinateur-caricaturiste: **Rik**

Assistante de Rédaction: **Samira Barouk**

### ● Service Web

El Hadji Mamadou Gueye, Hicham Lafriqi,  
Maha Basraoui, Fatima Zahra Belharar

### ● Documentation

Chef des photographes: **Saida Sellami**  
Photo-journalistes: Abdelmjid Bziouat, Ahmed Jari

### ● Directeur Digital et Marketing

**Riad Mawlawi**

### ● Publicité

Directrice commerciale et marketing

**Sandrine Salvagnac**

### Directeurs de clientèle:

Imane El Azdi, Khalid El Jai, Abderraouf Jaïfari, Zine El Abidine Alaoui,  
Mohamed Hamdaoui, Mouna Elouattassi Grangier, Benatissa Benamar,  
Hfaïedh Zeramdini

Directeurs de clientèle agences: Anul Cherkaoui, Thierry Del-Valle

### ● Directeur de la Communication

**Youssef Triki**

### ● Administration

Directeur administratif & financier

**Samir Essifer**

Responsable qualité - Abonnement: **Leila Sadek**

Responsable d'Édition: **Abdelhak Tisfoutar**

### ● Révision

Mohamed El Bekri, Najoua Norredine

### ● Montage

Chef de service: **Abdelaziz Ouahid**

Saïd Fakhreddine, Salima Michmich,  
Mohcine Sorrane, Youssef Laarach

www.leconomiste.com - redaction@leconomiste.com  
publicite@leconomiste.com

70, Bel Massira Khadra, Casablanca - Tél: 05.22.95.36.00 (L.G.)  
Fax Rédaction: 05.22.39.35.44 - Fax Commercial: 05.22.36.46.32  
Fax Annonces légales: 05.22.36.58.86

Distribution: Sapses, Impression: Ees-Print, Casablanca - Tél: 05.22.66.40.78/79/80

L'Economiste est une publication du groupe Eco-Médias,  
filiale de Trispolls S.A.



# Renaissance économique, industrielle et culturelle

## Fès trace son chemin



Les dirigeants de la région Fès-Meknès affirment que «le climat social de la ville de Fès favorise désormais l'investissement... et c'est une chose qu'il faut continuer d'expliquer aux gens» pour conquérir de nouveaux investisseurs. La capitale spirituelle et aussi académique offre désormais une meilleure qualité de vie (Ph YSA)

• Tous les secteurs dotés de plans stratégiques de relance

• Pas moins de 11,5 milliards de DH débloqués pour la région

LA région Fès-Meknès connaîtra un bel essor. C'est la promesse tenue par les différents responsables gouvernementaux qui se sont déplacés dernièrement à Fès pour la signature de plusieurs contrats-programmes Etat-Région. «Nous avons élaboré une planification et une programmation pour tous les secteurs économiques», sou-

ligne Essaïd Zniber, wali de la région Fès-Meknès. «Ce ne sont pas moins de 11,5 milliards de DH qui seront mobilisés pour le renforcement de l'attractivité économique de la région, son infrastructure industrielle, ses connexions routières, et son animation culturelle et touristique», renchérit Mohand Laenser.

En effet, des chantiers structurants sont en cours pour assurer la «réindustrialisation» de la ville de Fès. Y figurent notamment la création d'une zone d'accélération industrielle et un pôle pour la filière Cuir à Aïn Cheggag, et un parc international d'expositions. Sont également prioritaires dans la feuille de route élaborée pour le renouveau de la ville

et sa région, la réhabilitation et la valorisation de la médina, le renforcement de l'offre de soins et des plateformes d'enseignement et de recherche, l'appui à l'insertion des jeunes, outre l'amélioration de l'attrait culturel et sportif. Tous les projets se veulent inclusifs et pérennes et tendent à garantir un développement harmonieux. Une ambition que partagent les différents responsables de la région (wali, président du conseil régional, CRI, CGEM... etc) et qui ne tardera pas à se concrétiser. Le socle de la dynamique voulue n'est autre que la nouvelle approche contractuelle adoptée pour tous les secteurs. Basée sur une démarche participative, la réalisation du plan de développement régional (PDR) implique le gouvernement, le Conseil régional et les collectivités territoriales. Il tend à insuffler une nouvelle dynamique au territoire Maroc-Centre qui manque d'une ouverture sur la mer, mais offre des atouts compétitifs et comparatifs dont principalement une main d'œuvre qualifiée formée par les cinq universités de la région. «Nous avons décrété une prime à l'emploi en guise d'encouragement des entreprises qui s'installent dans notre région», invite Laenser. La région qu'il dirige occupe la 4e position en termes de contribution à la richesse nationale et participe à hauteur de 8,4% au PIB national. Elle se hisse en 2e position en termes de valeur ajoutée agricole, avec une contribution de 15,2% du PIB du secteur. Lequel sera bientôt doté de sa feuille de route régionale. Idem pour le tourisme, l'artisanat et l'industrie, dont les ministres devront se déplacer incessamment à Fès pour la signature de nouvelles conventions dédiées. «Comme toute autre région, nous avons nos difficul-

tés et nos contraintes que nous traitons avec des stratégies adéquates en proposant des solutions réalistes, efficaces et efficientes. En matière de transport, à titre d'exemple, la connexion routière avec Taouate constituait un problème épineux. Nous lui avons consacré 1,5 milliard de DH pour son projet de dédoublement qui sera réalisé incessamment», annonce Laenser, ajoutant que la Région opère en étroite collaboration avec le gouvernement pour «assurer le développement escompté». Pour réussir son pari, Fès se veut une destination d'accueil attractive, principalement par l'amélioration du transport (dédoublement des voies Fès-Taouate, et Fès-Ifrane), l'équipement et la mobilité, le renforcement de l'offre de soins, outre le développement de l'emploi et de la formation. Pour ce dernier volet, la future Cité des métiers et des compétences (CMC) qui sera édifiée à Fès a déniché 8 secteurs d'activités majeurs, en phase avec l'écosystème de la région (Industrie, Digital & Intelligence Artificielle, Agriculture, Artisanat, Hôtellerie & tourisme et Santé). Pour sa part, le projet Fès Smart Factory accompagnera les industriels dans leur transformation digitale. Il appuiera également les porteurs de projets à travers un incubateur et des équipements à la fine pointe de la technologie. A noter que les autorités de la ville et le Centre régional d'investissement (CRI) déroulent le tapis rouge aux investisseurs et leur promettent un accompagnement idoine. D'ailleurs, ce n'est pas fortuit si les 24 lots de la ZI de l'ex-Cotef ont été attribués en un temps record et selon un cahier des charges favorisant l'investissement, l'emploi et la création de valeur ajoutée.

### Attractivité économique

LA région Fès-Meknès veut faire partie des nouveaux pôles régionaux émergents (Tanger, Casablanca, Marrakech, etc). Avec ses 5 universités, elle représente le premier pôle universitaire du Royaume, constituant un important vivier pour les ressources humaines. La région dispose également d'un énorme potentiel agricole, une compétitivité coût par rapport à Tanger et Casablanca, une intéressante connectivité et un patrimoine immatériel inestimable. En revanche, et malgré ces avantages comparatifs, il est temps que Fès-Meknès passe à la vitesse supérieure en perspective de la régionalisation avancée et de la concurrence interrégionale qui va s'accroître. Dans cette optique, l'amélioration de l'attractivité économique doit se poursuivre. Surtout que le climat social de la ville favorise désormais l'investissement... et c'est une chose

qu'il faut continuer d'expliquer aux investisseurs. En ce sens, les dirigeants de la région font de la communication et du forcing sur la promotion de leur territoire un cheval de bataille. Le but est de positionner la région comme «pôle national émergent». Ce n'est pas difficile si l'on sait qu'il y a d'ores et déjà des entreprises comme Alstom, Aptiv et Yazaki qui se sont positionnées dans la région. Pour «favoriser cette renaissance industrielle», il faut également investir dans des projets de recherche et développement (R&D), menés conjointement par des universités et des entreprises. S'agissant du tourisme, la médina de Fès, forte de son héritage culturel, invite à un voyage dans le temps (comme dans le film «Back to the future»). Cette ville mérite beaucoup plus que cela dans la mesure où ce musée vivant devrait attirer plusieurs millions de touristes. □

# Les contrats Etat-Région boosteront la compétitivité

■ Plus de 11 milliards de DH pour le plan de développement régional

■ Santé, enseignement, culture, habitat... les premières signaux

■ Objectif: garantir un développement harmonieux et durable

LA région Fès-Meknès connaîtra un bel essor. C'est la conviction de Mohand Laenser pour qui «la mise en œuvre des projets prévus dans le cadre du contrat-programme Etat-Région garantira un développement harmonieux et durable». Le président du conseil régional croit dur comme fer dans les potentialités de sa circonscription et son avenir. Pour renforcer l'attractivité économique, chambouler la région et booster sa compétitivité, les conseillers régionaux ont élaboré un plan de développement régional (PDR) totalisant des investissements de l'ordre de 11,2 milliards de DH pour la réalisation de 97 projets. Décryptage.

• Santé, transport et équipement... les priorités

Voilà 5 ans que Mohand Laenser a été élu à la tête du conseil régional Fès-Meknès. Le doyen des présidents de régions connaît très bien la situation de sa circonscription puisqu'il avait déjà présidé aux destinées de la



Pour Mohand Laenser, «la Région Fès-Meknès a financé la réalisation de 169 projets et honoré le paiement de plus d'un milliard de DH (68% des montants engagés)». «D'importants projets sont prévus dans le cadre du contrat-programme Etat-Région totalisant 11,19 milliards de DH», rassure le président du conseil régional (Ph Y.S.A)

région Fès-Boulemane, sous l'ancien découpage. L'ex-ministre de l'Intérieur est conscient également des difficultés de ce territoire, enclavé par rapport au littoral et peu attractif pour les investissements. Pour endiguer cette situation, le PDR a priorisé la transformation de la région en une région d'accueil attractive, principalement par l'amélioration du transport (dédoulement des voies Fès-Taounate, et Fès-Ifrane), l'équipement et la mobilité, le développement de l'emploi et de la formation, outre le renforcement de l'offre de soins. Pour ce dernier volet, la Région Fès-Meknès a conclu 11 conventions de partenariat d'une valeur globale de plus de 1,4 milliard de DH. Les projets, objets de ces conventions couvrent la construction et l'équipement d'hôpitaux provinciaux et de proximité à Moulay

Yacoub, Boulemane, Taza, El Hajeb, Sefrou, Taounate, Meknès et Fès, la mise à niveau d'autres structures hospitalières à Ifrane et l'extension de l'hôpital Ibn Al Hassan pour les maladies psychiatriques et mentales à Fès. En outre, la protection de l'environnement, le développement du milieu rural et le renforcement de l'aire métropolitaine Fès-Meknès, font partie des priorités. Etabli à l'issue d'une large opération de concertation, le pacte Etat-région vise aussi la consolidation et la mise en valeur des activités traditionnelles à fort potentiel de développement, ainsi que la lutte contre les disparités spatiales.

• Agriculture, tourisme et culture aussi

Prioritaire dans la vision du conseil régional, la promotion d'une agriculture intégrée se base sur une zone fertile constituée des plaines de Saïss, mais aussi le pré-rif, Fès, Meknès, El Hajeb, Boulemane et bien d'autres localités. Toutefois, pour doper les cultures, il faut rationaliser la gestion des ressources hydrauliques. En ce sens, la déclinaison régionale du Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation (PNAEPI) 2020-2027 prévoit la réalisation de quatre grands barrages d'un coût global de 6,7 milliards de DH au niveau de la région Fès-Meknès. Ces barrages auront une capacité totale de 1,287 milliard m<sup>3</sup>. A noter que la capacité globale de stockage actuelle du bassin du Sebou s'élève à 5,549 milliards m<sup>3</sup> et sera portée à plus de 8 milliards après l'achèvement des tra-

voux de ces barrages. Par ailleurs, le développement du tourisme, l'appui à l'émergence de l'économie numérique et la modernisation et la diversification de l'artisanat, figurent également en priorité. Il en est de même pour l'appui aux activités culturelles et sportives, la diversification économique, la mise à niveau urbaine, et la promotion de la logistique. Ce qui s'appuiera sur le développement du secteur industriel, le renforcement des services et bien sûr l'appui à l'économie numérique.

• Près de 11,2 milliards de DH pour 97 projets

Fès-Meknès est la première région à avoir adopté son contrat-programme avec l'Etat, en juillet dernier. Au total, 97 projets d'une valeur budgétaire globale de 11,19 milliards de DH sont identifiés dans le cadre de ce pacte, qui a fait l'objet de tractations entre la Région et le gouvernement. Concrètement, les conventions y afférentes concernent les secteurs de l'équipement et la logistique avec 12 projets de 3,18 milliards de DH, la qualification sociale et l'identification des disparités territoriales avec 19 projets et plus de 2,2 milliards de DH, l'enseignement supérieur et l'appui à la recherche scientifique avec 5 projets de 1,85 milliard de DH, l'industrie et le développement des services numériques avec 7 projets de plus de 1,06 milliard de DH. Sont aussi prévus des projets agricoles avec 820 millions de DH. Sans oublier la promotion de l'emploi et du développement des compétences avec 725,9 millions de DH, l'environnement et la protection des ressources naturelles avec 551,69 millions de DH, l'artisanat et l'économie sociale avec 393 millions de DH et du tourisme et la valorisation du patrimoine culturel avec 386 millions de DH. A noter que l'Etat prend en charge le financement de ces chantiers à hauteur de 6,1 milliards de DH. Le reste sera financé par le Conseil régional (3,62 milliards de DH), ainsi que les collectivités territoriales (315,5 millions de DH), les établissements publics (580,8 millions de DH) et les bénéficiaires (513,5 millions de DH). Signalons que ces projets devraient voir le jour entre 2021 et 2023. □

Y.S.A.

## Rayonnement académique

DÉVELOPPER l'offre scolaire, généraliser l'enseignement préscolaire, et renforcer la recherche universitaire et la formation professionnelle sont également prioritaires pour Laenser. A ce titre, il a été décidé la réalisation de nombreux projets de nouvelles facultés et complexes universitaires, outre le renforcement de la recherche et de l'innovation dans le domaine numérique au niveau des universités Sidi Mohammed Ben Abdellah (USM-BA) de Fès, Moulay Ismail (UMI) de Meknès et Euro-méditerranéenne de Fès (UEMF). Le but étant de consolider le rayonnement scienti-

fique et académique des établissements d'enseignement supérieur de la région et accompagner la dynamique économique locale. L'enseignement représente 15% des projets prévus par le contrat-programme 2020-2022. Pour ce qui est de la formation professionnelle, il a été convenu la création d'une Cité des métiers et des compétences (CMC) avec une enveloppe de 370 millions de DH ainsi que la construction d'un établissement pour l'hébergement des stagiaires «internat» et la mise à niveau de cinq établissements de formations professionnelles pour un budget de 94 millions de DH. □

# Comment relancer l'investissement

■ Une nouvelle approche pour garantir un nouveau départ

■ Le CRI fait du forcing promotionnel tous azimuts

Fès veut retrouver son lustre «industriel et économique» d'antan. Une ambition que partagent les différents responsables de la région (wali, président du conseil régional, CRI, CGEM...etc) qui ne tardera pas à se concrétiser. Le socle de la dynamique voulue n'est autre que la nouvelle approche adoptée par le Centre régional d'investissement (CRI) dans sa version 2.0. Outre la nomination d'un cadre brillant à la tête de cet établissement, tout est fait pour conjuguer les efforts, fédérer et accompagner les investisseurs et porteurs de projets et s'insérer dans la volonté d'une relance économique assurément bénéfique pour le territoire régional. D'ailleurs, le premier bilan du CRI 2.0 est éloquent. Décryptage.

• Le CRI affûte ses armes pour séduire

En novembre 2019, Yassine Tazi venait tout juste d'être nommé directeur général du CRI de Fès-Meknès. Sa mission: «stimuler l'esprit d'entreprise et les initiatives privées et redynamiser la région». Confronté à un an de Covid-19, «Mr Investissements» n'a toutefois pas chômé. A distance et en présentiel, Tazi et son équipe ont enchaîné les rencontres. Ecouter les différents acteurs, diagnostiquer les problèmes liés à la crise, et préparer le plan de relance. Après des dizaines de réunions, le CRI a recensé quelque 800 recommandations recueillies auprès de 70 institutions (250 participants aux 79 ateliers) afin de remettre l'économie sur de bons rails. De ces recommandations, une centaine sera mise en œuvre



«Le CRI en symbiose avec la CGEM et les autres acteurs œuvre pour assurer une relance dans les meilleures conditions et un accompagnement idoine au profit des opérateurs», rassure Yassine Tazi, DG du CRI de Fès-Meknès (Ph YSA)

pour garantir le redécollage. L'une des principales propositions est celle relative à la promotion du territoire. Dans cette optique, le CRI ne rate jamais d'occasion pour mettre en avant la région et ses potentialités. Il est à ce titre invité par Chakib Alj, président de la CGEM, à présenter les atouts de la région devant les responsables des fédérations relevant du Patronat.

• Tapis rouge pour les investisseurs potentiels

Selon les indicateurs macro-économiques, la région Fès-Meknès occupe la 4e position en termes de contribution à la richesse nationale et participe à hauteur de 8,4% au PIB national. Elle se hisse en deuxième position en termes de valeur ajoutée agricole. Elle est également la deuxième destination, après la région de Rabat-Salé-Kenitra, de l'investissement en foncier en appui au Plan Maroc Vert et ce, depuis 2004. Forte de sa position stratégique et de son potentiel économique, agricole et

humain, la région de Fès-Meknès, qui depuis le découpage territorial de 2015 compte deux préfectures et neuf provinces, constitue aujourd'hui un pôle régional émergent et prometteur. La richesse régionale est d'abord axée sur les activités tertiaires qui représentent 47,3% du PIB régional. La part du secteur primaire est de 21,1% et celle du secteur secondaire, comprenant notamment les industries manufacturières, de 17,6%. Pour hisser ces chiffres, le wali Essaïd Zniber et le président du Conseil régional, Mohand Laenser, promettent un accueil chaleureux aux investisseurs potentiels ainsi que de véritables opportunités d'affaires. Le tout est mis en service dans le bâtiment flamboyant neuf du CRI, situé désormais sur l'avenue Taha Houcine, et signé du designer Hicham Lahlou.

• Un rôle de locomotive pour la région

Fès, chef-lieu de la région, doit jouer un rôle de locomotive. «Nous

sommes tous mobilisés pour surmonter cette phase difficile, améliorer notre perception, notre efficacité et notre efficacité, et garantir aux entreprises des répercussions heureuses sur le tissu industriel de la région», souligne Mohand Laenser, président du conseil régional.

«Plusieurs chantiers ont été lancés suite aux orientations du wali et à l'issue d'une démarche participative instaurée par le Comité de veille économique régionale», renchérit Yassine Tazi. Selon lui, «la feuille de route de la relance économique de la région est fin prête». Elle rassemble des propositions et des mesures à court terme. Ce plan de relance permettra d'accompagner les secteurs les plus impactés, et notamment l'artisanat et le tourisme. «Le CRI en symbiose avec la CGEM et les autres acteurs œuvre pour assurer une relance dans les meilleures conditions et un accompagnement idoine au profit des opérateurs», affirme le DG du Centre.

• Une communication agressive

Le CRI 2.0 a placé la communication au cœur de sa stratégie en développant le magazine «CRI News Fès-Meknès». Sous sa nouvelle forme, la revue de 44 pages s'inscrit dans le cadre de la réforme des CRI. Ce nouveau produit s'accompagne de nouvelles missions et prérogatives octroyées au CRI, en renforçant son rôle de facilitateur, intégrateur, et accompagnateur sous une nouvelle organisation administrative en deux pôles: «maison de l'investisseur» et «impulsion économique et offre territoriale». Cette nouvelle structure positionne le CRI en qualité de catalyseur régional au service du développement et de la promotion des territoires. Guichet unique de l'investisseur, l'établissement a désormais des prérogatives pour l'accompagnement de bout en bout, depuis le dépôt des demandes jusqu'à l'octroi des autorisations. Sa nouvelle organisation s'accompagne de la mise en place de nouveaux processus et outils, à l'instar de la plateforme digitale «CRI-Invest» qui contribue de façon significative à la simplification des procédures et la réduction des délais de traitement des dossiers d'investissement. Sans oublier un important réseau de partenaires institutionnels et financiers très engagés. □

Y.S.A.

## 2020, un bilan prometteur malgré la pandémie

PLUS de 134 dossiers d'investissement ont été approuvés par la commission régionale unifiée des investissements (CRUI) au niveau de la région Fès-Meknès au titre de l'année 2020. «Ces projets représentant 4,9 milliards de DH d'investissement projeté et la création de

plus de 11.600 emplois prévisionnels», précise le responsable du CRI. «Malgré le contexte de la crise Covid-19, la région Fès-Meknès reste très attractive et dispose d'énormes opportunités d'investissement», ajoute-t-il soulignant que «durant l'année écoulée, 3.416 entreprises

ont été créées à travers le guichet unique du CRI, ce qui constitue une performance au vu du contexte marqué par la conjoncture liée aux répercussions de la pandémie du Covid-19». A noter que ces créations d'entreprises devraient générer 7.400 emplois. □

# ZAI, PIAC, port sec... des atouts et des défis



Lancé le 14 octobre 2020, après 20 ans d'attente, le parc industriel d'Aïn Cheggag nécessitera 24 mois de travaux pour son aménagement. Il connaît d'ores et déjà un grand engouement (Ph. YSA)

■ «La programmation des projets est en phase de mise en œuvre», rassure le wali

■ Tout est pensé pour éviter les erreurs du passé et booster l'industrie

■ Les opérateurs réclament des avantages compétitifs et comparatifs

«**P**OUR tous les secteurs d'activités, les planification et programmation sont en phase de mise en œuvre». Essaïd Zniber, le wali de la région Fès-Meknès, rassure les opérateurs quant aux plans d'actions préparés et budgétisés dans le cadre des partenariats Etat-Région. Ce qui permettra d'assurer un bel essor à la région, et surtout éviter les erreurs du passé. Car, tout projet est soumis désormais aux études techniques et de faisabilité.

C'est le cas notamment de la zone d'accélération industrielle (ZAI) d'Aïn Cheggag. Décryptage.

• Un terrain de 500 ha pour la ZAI d'Aïn Cheggag

Les autorités de Fès-Meknès se penchent actuellement sur la création d'une ZAI à Aïn Cheggag sur un terrain de 500 ha. L'étude de positionnement et de placement pour la concrétisation de cette zone est fin prête. Confiée à MedZ, filiale de CDG Développement, la faisabilité du projet a été dernièrement dévoilée en présence de Moulay Hafid Elalamy. Concrètement, l'étude recommande la mise en valeur de huit secteurs représentant un potentiel majeur pour la région estimé à 32 milliards de DH de chiffre d'affaires et 62.000 emplois à créer, à l'horizon 2030. Pour y parvenir, l'étude suggère la mise en place de trois plateformes dessinant la nouvelle ZAI. Il s'agit d'une plateforme Agro/Produits du terroir, une plateforme Green Textile District

et une plateforme Tech et Mobility. Pour aller vite, une première tranche de 60 hectares devra être aménagée dans la phase 1. Ensuite, il y aura une deuxième tranche de 122 ha et une troisième de 100 ha, et ce d'ici 2030. Pour valoriser la zone, l'étude oriente vers les secteurs historiques de la région à savoir: l'agro-industrie, les plantes aromatiques et médicinales (PAM) et le textile. Lesquels bénéficient d'atouts compétitifs (savoir-faire, industrie déjà installée...) et pourraient générer un chiffre d'affaires de 9,75 milliards de DH et plus de 30.000 emplois additionnels. D'autres secteurs, à potentiel majeur pour la ZAI, devraient assurer un réel décollage pour la région. Surtout s'ils sont appuyés dans le cadre de la compétitivité logistique et l'attrait de locomotives. A cet effet, l'étude a énuméré 5 secteurs dont l'automobile, le ferroviaire, l'électrique et l'électronique, l'ingénierie et autres engins. Toutefois, ces secteurs présenteraient une opportunité limitée pour la ZAI, en

raison d'un faible potentiel à l'export (matériaux de construction et biomasse), ou de la non-adéquation avec les ressources locales (chimie, plasturgie, pharmacie et aéronautique).

• Création de locomotives et regain de confiance

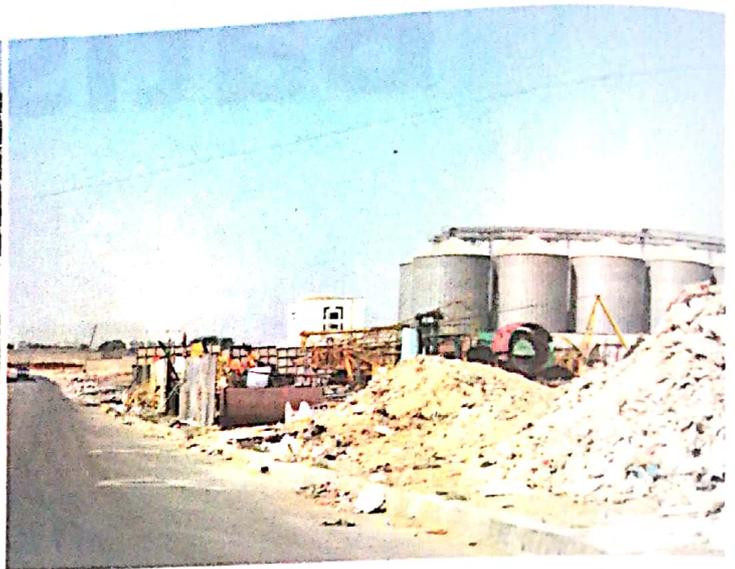
Pour ses initiateurs, la ZAI d'Aïn Cheggag est porteuse d'espoir et surtout d'opportunités d'investissement et d'emplois. Ce projet devrait redonner confiance aux opérateurs et les doter d'une vision «basée sur les indicateurs économiques», estime le wali. En attendant, l'étude technique du projet de la ZAI détermine le potentiel industriel régional. L'investissement à mettre en aménagement, le type d'offre à proposer, ainsi que les options d'octroi des lots de terrain (en location ou en vente). «Le potentiel industriel de Fès-Meknès demeure encore peu exploité... et la région est appelée à définir une vraie proposition»

(Voir suite en page 10)



# ZAI, PIAC, port sec... des atouts et des défis

(Suite de la page VIII)



Au quartier industriel Bensouda, les premières unités opèrent depuis les années 1980 et 1990. Ici, les industriels souffrent quotidiennement de l'état de délabrement de ses infrastructures de base. Il en est de même pour le quartier industriel de Sidi Brahim. Pour sa part, la ZI d'Aïn Chkef, qui est relativement jeune en comparaison avec celle de Doukkarat créée en 1950, souffre de plusieurs maux dont notamment l'invasion des chiens errants. Son centre de gestion n'est toujours pas opérationnel (Ph. YSA)

tion des filières à fort avantage comparatif et d'attirer des locomotives susceptibles de développer un écosystème autour des filières», soulignent les responsables de l'étude. Signalons à juste titre que les ZI de Fès ne sont valorisées qu'à hauteur de 60%, en mal d'équipements, et que certains sont assoiffés d'opportunités spéculatives. Ceci, alors que les véritables investisseurs manquent cruellement d'espaces. Pour y parvenir, l'octroi de terrains industriels est assorti d'un cahier des charges rigoureux dans le but de couper court avec les spéculateurs. Encourager les vrais investisseurs passe également par la disponibilité d'un port sec opérationnel à Ben-

souda. «On est prêt à le développer davantage», promet le wali affirmant qu'«un terrain est mis à la disposition de la CGEM» pour bâtir son nouveau siège régional et recevoir les opérateurs dans les meilleures conditions.

### • Le PIAC, un projet éco-responsable

De son côté, le projet du parc industriel d'Aïn Cheggag (PIAC) s'établira sur une superficie brute de 81 ha. Il comprend deux parties, à savoir: un parc spécialisé dans l'industrie du cuir, aux normes internationales de 50 hectares (154 lots) et un parc industriel généraliste de 31 hectares (62

lots). Initié par la CCIS en partenariat avec la région et les départements de l'Industrie et de l'Environnement, ce projet constituera une zone d'accélération industrielle aux multiples enjeux socioéconomiques et environnementaux. Dédié en grande partie aux industries très polluantes du cuir, le PIAC nécessitera un investissement de 303 millions de DH. Ce montant est pris en charge par le ministère de l'Industrie à hauteur de 100 millions de DH. Le ministère de l'Energie et le conseil régional y consacrent respectivement 20 et 25,26 millions de DH. Les recettes des bénéficiaires (vente de lots de terrains) s'établiront à 157,75 millions de DH. Le projet

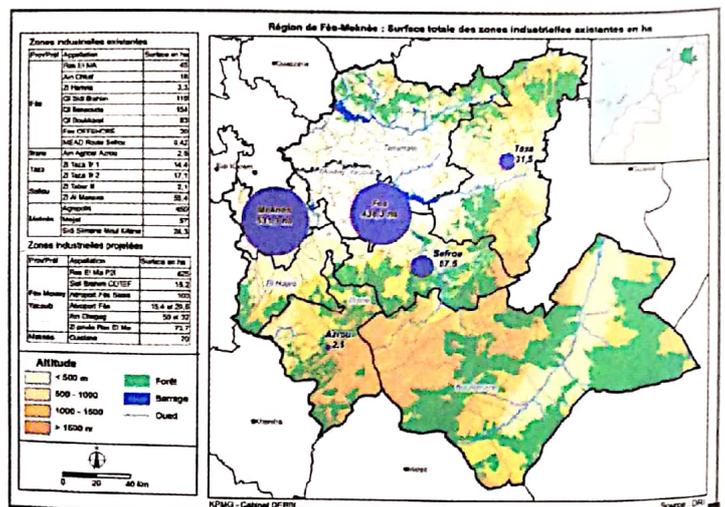
qui sera livré dans un délai de 24 mois prévoit l'aménagement d'une station d'épuration des eaux usées (Step) sur une superficie de près de 3 ha. Pour les initiateurs du projet, «le respect de l'environnement est devenu une condition sine qua non de l'Industrie éco-responsable et des pays qui misent sur l'export». D'où l'implication du département de Rebbah à travers un appui financier et logistique. Le département de l'industrie y contribue également et MHE rappelle à juste titre «la taxe carbone et le choix du Royaume pour booster l'économie verte et le développement durable». □

Youness SAAD ALAMI

## Des ZI nouvelle génération

SELON les premières indiscretions, «le projet de la ZAI de Fès-Meknès permettra l'émergence d'un pôle industriel créateur de valeur. Comme pour les autres ZAI, celui de Aïn Cheggag bénéficiera des avantages octroyés à la nouvelle génération des zones industrielles. Pour réussir le projet, Hafid Elalamy tient à fédérer les opérateurs économiques de la région. D'ailleurs, les présidents de la CGEM et de la CCIS, respectivement Mohamed Berrada Rkhami et Badr Tahiri, étaient présents lors de la signature du protocole d'accord relatif à l'aménagement de la ZAI. L'ambition est de s'approprier le projet et veiller pour sa valorisation.

En tout cas, ce projet est assurément porteur d'espoir et surtout d'opportunités d'investissement et d'emplois. Il devrait redonner confiance aux opérateurs et les doter d'une vision «basée sur les indicateurs économiques». «Pour séduire ces industries, il faut leur offrir des avantages compétitifs et comparatifs, notamment une prime à l'emploi, une imposition préférentielle, et un soutien du surcoût logistique et transport... ce qui pourrait servir de locomotive pour les nouveaux entrants», estime un industriel. Et de conclure: «l'Etat doit orienter les investisseurs étrangers à fort potentiel vers notre région afin de ne plus ressentir l'isolement». □



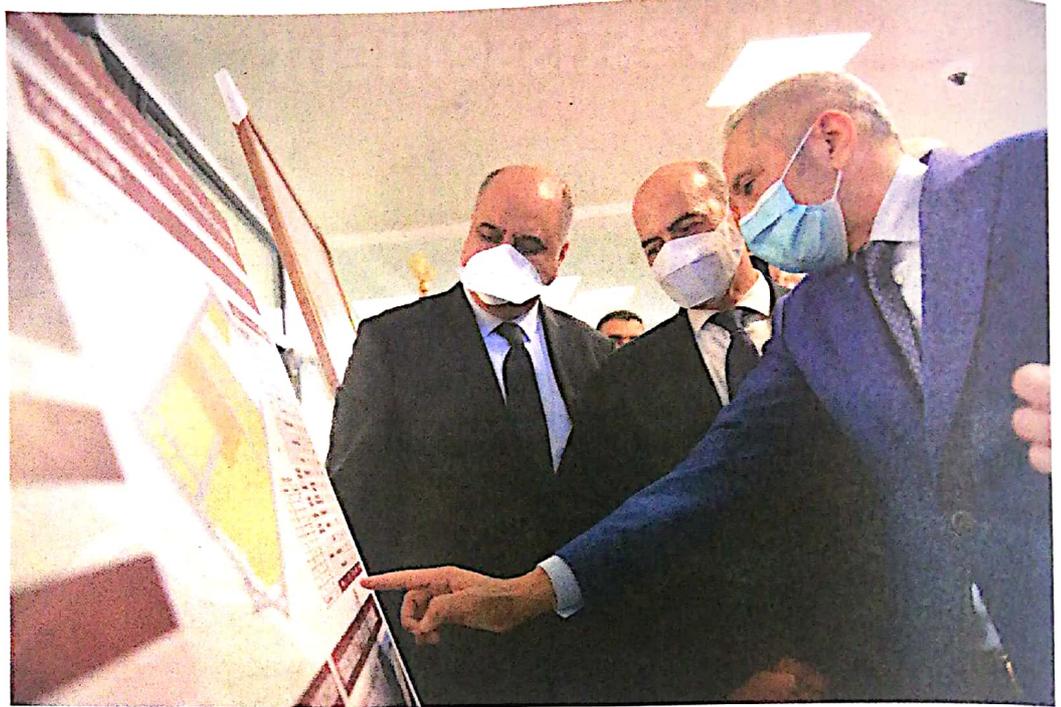
# Coup d'accélérateur pour la réindustrialisation

■ Foncier, incitations fiscales, et primes à l'emploi... pour séduire

■ Zone franche, écosystème cuir, ZI, Agropolis... Ça bouge partout

■ Un véritable engouement pour la ZI d'ex-Cotef et le parc Fès-Shore

2020 a été éprouvante pour l'ensemble des secteurs à Fès, comme ailleurs, avec une perte estimée à 7% du PIB. Ceci étant, les industriels sont optimistes pour 2021. Ils tablent sur une reprise du tissu économique, avec l'appui des pouvoirs publics et une certaine flexibilité pour garantir la sauvegarde des emplois. «Pas de craintes», tempère Essaid Zniber, wali de la région, pour qui «la question de l'accélération de l'industrialisation est prise en compte par le programme de développement ré-



Les autorités enchaînent les inaugurations industrielles dans la région. D'ailleurs, la présence d'un écosystème industriel important ainsi que la concentration de compétences en matière d'offshoring et d'innovation fait de Fès-Meknès une candidate idéale pour accueillir l'Industrie 4.0, à même d'attirer vers le Royaume la vague de relocalisation des industries européennes (Ph YSA)

gional (PDR)». «Avec le CRI et la CGEM, nous comptons organiser

une rencontre sur les opportunités d'investissement bien avant la pandémie. Et ce, afin de présenter la situation économique régionale, la croissance enregistrée avec ses difficultés et ses contraintes et surtout informer les opérateurs des engagements pris par la région et les différents départements ministériels et acteurs institutionnels et privés quant au développement futur de la région», a noté le wali en présence du président national de la CGEM.

La reprise semble toutefois s'amorcer. La ville de Fès a connu dernièrement une forte dynamique de lancement de projets. A la signature de partenariats et de contrats programmes Etat-région, - avec différents départements ministériels (santé, transport, enseignement, culture...), s'ajoutent le lancement du Parc industriel Aïn Chegag (PIAC), le projet de Fez Smart Factory, la zone d'accélération industrielle, ou encore l'inauguration de la nouvelle unité d'Alstom, située au niveau de la ZI d'ex-Cotef. Les premiers jalons d'une reprise économique sont posés. La ville a d'ailleurs déjà séduit d'importants groupes internationaux comme Alstom, Delphi ou Yazaki.

Pour renforcer cet engouement, le CRI s'engage à accompagner l'ensemble des opérateurs économiques pour relever les défis et les challenges liés aux projets d'investissement et contribuer à leur réussite notamment sur les volets d'information, de conseil, d'assistance et d'aide à l'accomplissement de l'ensemble des formalités et démarches», souligne Yassine Tazi, DG du CRI rappelant que «la région dispose d'une offre foncière complète en termes de ZI avec plus de 13 zones opérationnelles sur une superficie totale de plus de 1.000ha». A elle seule, Fès compte 5 ZI à savoir celles de Doukkarat, Sidi Brahim, Aïn Chkef, Bensouda, et ex-Cotef. Notons que tous les lots de cette dernière ont été attribués, en un temps record, et selon un appel à manifestation d'intérêt très rigoureux. «Pour les 20 lots de cette zone, nous avons reçu plus de 150 demandes», confie-t-on à L'Economiste. Et d'ajouter : «ce qui nous manque au niveau de la région, ce sont les lots industriels équipés. La demande est supérieure à la disponibilité en foncier».

## Main d'œuvre qualifiée

(Ph YSA)



L'AUTRE atout majeur de la promotion territoriale est relatif à la disponibilité d'un capital humain. Lequel est formé et qualifié grâce aux 3 grandes universités de la ville (UEMF, USMBA, UPF) formant 20% des étudiants au niveau national (faisant de la région le 1er pôle universitaire au Maroc), à ses 266 établissements de formation professionnelle et ses écoles d'ingénierie spécialisées (comme l'ENSA, l'École Supérieure d'Ingénierie Automobile et Aéronautique (ESI2A) ainsi que l'école d'ingénieurs du groupe INSA à l'Université UEMF) sans oublier la cité des métiers et des compétences (CMC) qui offre plus de 2.900 places pédagogiques hautement qualifiées prévue pour la rentrée 2022/23. □

(Suite en page XII)

# Coup d'accélérateur pour la réindustrialisation

(Suite de la page XII)

De leur côté, les dirigeants de la région ont continué à travailler en interne pour établir une feuille de relance. Désormais, la région sera dotée d'une zone franche avec l'appui de la CDG et le ministère de l'Industrie. Les conventions relatives à ce projet sont en phase finale. L'étude de positionnement est déjà prête, tout comme l'identification du foncier. A noter que le Conseil régional est fortement

impliqué dans l'aménagement et la concrétisation de ce projet. En outre, un terrain de près de 100 ha est en travaux au niveau d'Aïn Cheggag (province de Sefrou) en vue d'accueillir l'écosystème Cuir. Il s'agit du deuxième projet du genre après celui de Casablanca, soutenu par la FEDIC et le ministère de l'Industrie. Le but est d'offrir un foncier accessible aux PME opérant dans le secteur du Cuir. Parallèlement à cela, la Chambre

française du commerce et industrie aménagera une ZI de 20ha. En attendant, une relance accélérée est observée au niveau de l'Agropolis de Meknès. Celle-ci est due à la suspension de la dérogation.

Aujourd'hui, le tissu industriel de la région Fès-Meknès contribue à hauteur de 6% du PIB national du secteur et engendre un chiffre d'affaires à l'export de 4,2 milliards de DH (dont 45% pour le textile et le cuir). La ville, qui a eu un glorieux

passé industriel surtout dans les années 80, compte bien retrouver ses marques. Avec 1.619 unités extractives employant environ 50.000 personnes, ses secteurs agroalimentaire et textile/cuir qui représentent à eux seuls 68,7% de la valeur ajoutée de l'industrie de la région, Fès cherche aussi à s'imposer, aux côtés de Kénitra et Tanger, en tant que pôle majeur d'équipementiers automobiles. □

Youness SAAD ALAMI

## Une zone d'activité économique et offshoring



(Ph YSA)

DANS le cadre du plan de développement régional (PDR), chaque province aura une zone d'activité économique avec une participation financière de la région. Les porteurs de projets pourront de surcroît bénéficier de la «Banque de projets et du programme Tatwir»<sup>(1)</sup>. Relance qui pourra aussi être amorcée grâce aux locaux industriels à louer, espaces privilégiés prévus par les zones d'accélération industrielle, une connectivité et une infrastructure très importante, outre des projets d'offshoring. Pour ce dernier volet, la commercialisation de la 2e tranche du parc Fès Shore est lancée, et déjà plus de 70% de plateaux sont réservés. Ce projet est en



droite ligne avec le Pacte Emergence, mis à Fès de développer une stratégie sectorielle afin de rendre son offre

vis-à-vis des investisseurs de l'offshoring encore plus attractive, tout en leur proposant une infrastructure world class. Ces investisseurs bénéficient des subventions à l'investissement sont allouées, jusqu'à 30% du montant de l'investissement pour les nouveaux projets, plafonnée à 10 millions de DH par projet pour les projets établis à Fès Shore. En outre, une prime de croissance est accordée à hauteur de 10% du chiffre d'affaires additionnel réalisé à l'exportation des services. En matière d'incitations fiscales, une exonération des cotisations de la couverture sociale, de l'impôt de la formation professionnelle et de l'IR pendant 24 mois maximum, est offerte. Aussi, une prime de 25.000 DH est obtenue pour chaque diplômé universitaire embauché avec un CDI à l'issue d'une période de stage. Sans oublier une exonération totale de l'IS pendant 5 ans. Au-delà, un taux d'IS de 17,5% est appliqué. A noter enfin que les entreprises installées à Fès Shore et opérant dans l'offshoring bénéficient de primes à l'emploi. Et ce, suite à une convention signée en mars 2017 par laquelle le Conseil de la région de Fès-Meknès et la Commune de Fès accordent une aide financière de 6.000 DH par emploi. Le montant total de la subvention allouée est de 12 millions de DH. «Il y a également un dispositif de remboursement des formations allant jusqu'à 65.000 DH, outre 2 millions de DH en prime d'appui à la certification des ressources humaines par projet d'investissement», souligne le directeur du CRI. □

(1) Pour rappel, cette banque de projets visant à renforcer et redynamiser le tissu industriel national, et le programme «Tatwir» portant sur la transformation verte des TPME et startups industrielles, s'inscrivent dans le cadre du Plan de Relance Industrielle (PRI) 2021-2023.

# Se positionner sur les métiers mondiaux

■ Automobile, ferroviaire, et offshoring... en priorité

■ Des efforts soutenus pour revitaliser le secteur industriel

■ 110 millions de DH pour l'extension de l'usine Alstom

APRÈS une décroissance de ses activités industrielles durant les trois dernières décennies, la ville de Fès est désormais résolument engagée dans une redynamisation de son tissu industriel, orienté vers de nouvelles filières et des secteurs à forte croissance et valeur ajoutée. Ce repositionnement est soutenu par la nouvelle stratégie de relance industrielle déployée à l'échelle nationale avec une multitude d'opportunités d'investissement au niveau régional. Dans cette perspective, le CRI Fès-Meknès se mobilise aux côtés du ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique afin de drainer et d'accompagner les projets porteurs. La présence d'un écosystème industriel important ainsi que la concentration de compétences en matière d'offshoring et d'innovation désignait presque naturellement la région de Fès-Meknès comme première région du Maroc à accueillir un concept totalement pionnier, l'Industrie 4.0, à même d'attirer vers le Royaume la vague de relocalisation des industries européennes. Focus sur les enjeux et les opportunités croisées de l'industrie, de l'offshoring et de l'innovation.

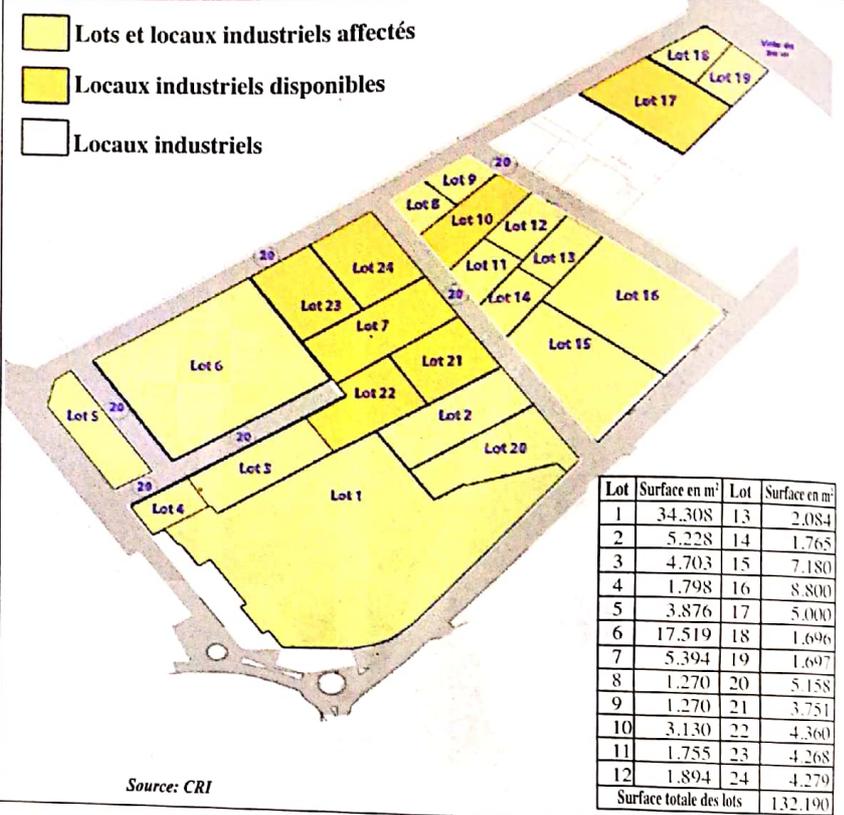
LES quartiers et zones industrielles à Fès totalisent une superficie globale de 418 ha. Si auparavant celles-ci n'étaient valorisées qu'à hauteur de 60%, aujourd'hui, elles retrouvent des couleurs. C'est le cas notamment de la zone industrielle ex-Cotef, (idéalement située à une vingtaine de minutes de l'aéroport international Fès-Saïss, du port sec ONCF Bensouda ainsi que de l'auto-route Fès-Meknès), qui a connu un réel engouement, au point que la vingtaine de lots disponibles ont été épuisés en un temps record. En effet, l'assainissement du foncier et le lancement d'appels à projets pour la réalisation d'unités industrielles en mode locatif par le CRI Fès-Meknès, ont permis d'amorcer la valorisation de ce terrain de 15,2 ha.

A fin décembre 2020, 15 projets ont été sélectionnés dans le cadre de la Commission Régionale Unifiée d'Investissement en se basant sur une méthodologie de sélection multicritères rigoureuse (valeur ajoutée de l'activité, montant de l'investissement, nombre d'emplois, délai de réalisation, export, etc.).

«A fin décembre 2020, 15 projets avaient été sélectionnés dans le cadre de la Commission Régionale Unifiée d'Investissement. Aujourd'hui, tous les lots de la ZI Ex-Cotef sont attribués», affirme-t-on auprès du CRI. Les projets prévus sur les 24 lots (dont 3 d'équipements) devraient générer 3.544 emplois directs pour des investissements prévus de l'ordre de 367,7 millions de DH. Le secteur de l'industrie métallique et mécanique arrive en première position (41%) des projets d'investissement, suivi par le textile (34%), l'industrie électrique et électronique (14%), la chimie et parachimie (5%), et l'agroalimentaire (3%).

■ Un véritable engouement pour la ZI Ex-Cotef

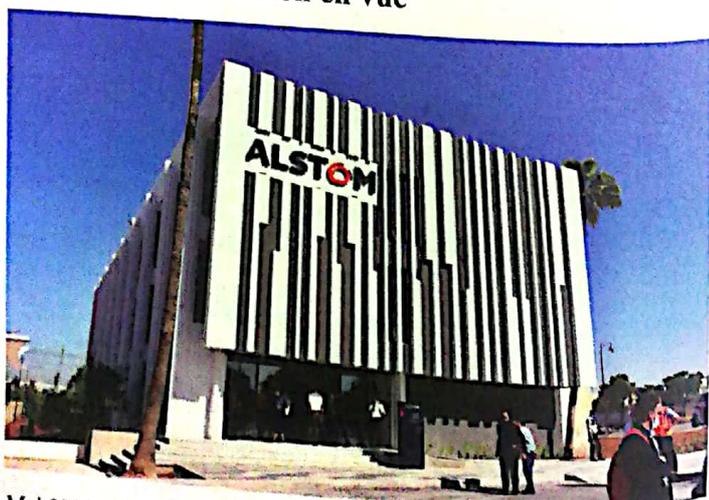
## Plan de la zone industrielle Ex-Cotef



## ■ Alstom, premier projet opérationnel et une extension en vue

A l'occasion de l'inauguration, en octobre dernier, du nouveau siège d'Alstom à Fès, le premier projet opérationnel de la zone industrielle ex-Cotef, Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie et du Commerce, soulignait que «cet investissement (48 MDH) contribue à apporter un nouveau souffle à la zone industrielle ex-Cotef qui constituera un catalyseur de la relance de l'activité économique régionale». Quelques mois après l'inauguration de cette unité, les dirigeants viennent d'ailleurs d'acquiescer 3 lots de terrain 15.000 m<sup>2</sup> pour monter une usine de transformateurs électroniques d'un investissement de plus de 110 millions de DH (10 millions d'euros). Une extension qui prévoit la création de plus de 100 emplois directs.

Pour rappel, le constructeur français est présent à Fès depuis 2012 au niveau de la ZI d'Aïn Chkef, et depuis octobre 2020 à la ZI de Sidi Brahim (Ex-Cotef). «Nous voulions que ce site renoue avec son histoire, tout particulièrement son passé industriel glorieux, tout en s'affirmant comme un symbole fort de renouveau», exprime Nourddine Rhalmi, DG d'Alstom Maroc. □



Vendredi 21 Mai 2021

## Se positionner sur les métiers mondiaux

➔➔➔  
Suite de la page XVI

### ■ Floquet monopole, une industrie 4.0 déjà en marche

DANS son domaine, il est l'unique équipementier automobile des pièces de précision au niveau national. Le groupe Floquet Monopole (FM) est aussi la première entreprise de l'écosystème automobile de la région Fès-Meknès. Située dans la ZI de Sidi Brahim de Fès, la société s'est lancée dans le créneau des pistons et chemises pour moteurs de voiture en 1981. Actuellement, l'équipementier produit des pièces de première monte, grâce à une technologie de pointe. Ses principaux clients sont Renault et PSA, avec qui il réalise un chiffre d'affaires de plus de 20 millions d'euros (220 millions de DH). L'entreprise exporte la totalité de sa production. «Nos prévisions pour 2021-2025 tablent sur un chiffre d'affaires annuel de 35 à 50 millions d'euros», indique Mohamed Laraqui, PDG du groupe FM. A travers Renault, son usine a pu élargir le champ de ses exportations et fournit désormais des pièces fabriquées au Maroc pour plusieurs unités Renault à travers le monde. Pour y parvenir, l'équipementier a investi dans des machines 3D, des laboratoires, et la formation de plus de 250 ouvriers (des ingénieurs, des agents de maîtrise, des opérateurs qualifiés... avec un plan de formation). Dans son unité, on parle surtout de productivité industrielle, intéressement des salariés et rentabilité de l'entreprise. Equipée de la technologie allemande, son entreprise tourne à plein régime. Elle est dotée de plusieurs chaînes robotisées et d'une industrie 4.0 gérée selon des KPI spécifiques (indicateurs de performance).

En volume, 25 à 30 semi-remorques assurent des livraisons hebdomadaires vers les trois sites de construction de



véhicules au Maroc, en plus de la production orientée vers l'export. A ce titre, Laraqui affirme qu'il supporte les surcoûts logistiques (près de 5 millions de DH/an) en l'absence d'appui des industries exportatrices situées loin des ports. D'où son appel aux pouvoirs publics pour appuyer cette activité et encourager d'autres équipementiers à venir s'installer à Fès. □

Y.S.A.

## Fès, pôle attractif pour l'offshoring aussi

TROISIÈME destination de l'offshoring au Maroc après Casablanca-Settat (57%) et Rabat-Salé-Kenitra (24%), la région de Fès-Meknès représente actuellement 11% des emplois de ce secteur au niveau national. Avec ses 36 centres d'appel employant 4.433 salariés, l'offshoring était déjà le premier employeur de la préfecture de Fès en 2019 qui peut se targuer de compter plusieurs grands noms de l'offshoring dont Webhelp, Actical/Sitel Group, Alten Delivery Center ou encore CGI. Ce secteur connaît d'ailleurs une forte augmentation en termes d'emplois (34% de placements Anapec en 2019).

Parmi ses nombreux atouts, la Région est fière de son capital humain qualifié et performant. Premier pôle universitaire marocain, elle est en effet dotée de cinq universités formant 20% des étudiants au niveau national et d'une panoplie d'établissements de formation professionnelle. On notera la présence d'un institut spécialisé dans les métiers de l'offshoring, des



technologies de l'information, de la communication et de l'audiovisuel qui a formé près de 1.500 stagiaires en 2019. Les études comparatives démontrent la compétitivité du Maroc par rapport au sud de l'Europe. Elles estiment la réduction des coûts de main d'œuvre à 50%, celle des coûts globaux pouvant atteindre

35%. L'atout de Fès est aussi celui offert par l'infrastructure et les services world class pour répondre aux besoins des plus grandes entreprises internationales, comme pour le parc Fès Shore. Stratégiquement situé à proximité des grands axes autoroutiers, de l'aéroport international et du centre-ville de Fès,

celui-ci s'étale sur 20 hectares et offre aujourd'hui plus de 25.000 m<sup>2</sup> de plateaux de bureaux et de services incluant notamment parkings, restauration et gardiennage. L'ensemble est jalonné d'espaces verts, d'agréables esplanades piétonnes et de larges avenues arborées, le parc étant conçu sur le modèle d'un campus d'entreprises qui réunit lieux de travail, de vie et de détente. Fès Shore est dédié au développement des nouveaux potentiels économiques de la Région dans le domaine de l'offshoring et permet aux entreprises de bénéficier d'un parc intégré assorti de services d'accompagnement performants, et d'un cadre législatif incitatif implanté dans un environnement urbain jouissant d'une notoriété mondiale, culturelle, touristique et technologique. La première phase du projet (13.000 m<sup>2</sup>), livrée en 2012, abrite aujourd'hui plusieurs sociétés opérant dans le secteur des nouvelles technologies et de l'outsourcing. La deuxième tranche (12.000 m<sup>2</sup>), a été livrée en mars 2020. □

# Le rôle clé des régions pour impulser la reprise

■ BCP va y prêcher la relance de l'investissement

■ Fès est la première escale d'un roadshow à travers 10 grandes villes

■ «Si nous voulons sortir gagnants de cette crise... il va falloir être proactif, faire preuve d'anticipation et d'agilité»

- L'Economiste: Pourquoi commencer votre opération «Les Régionales de l'Investissement» par Fès?

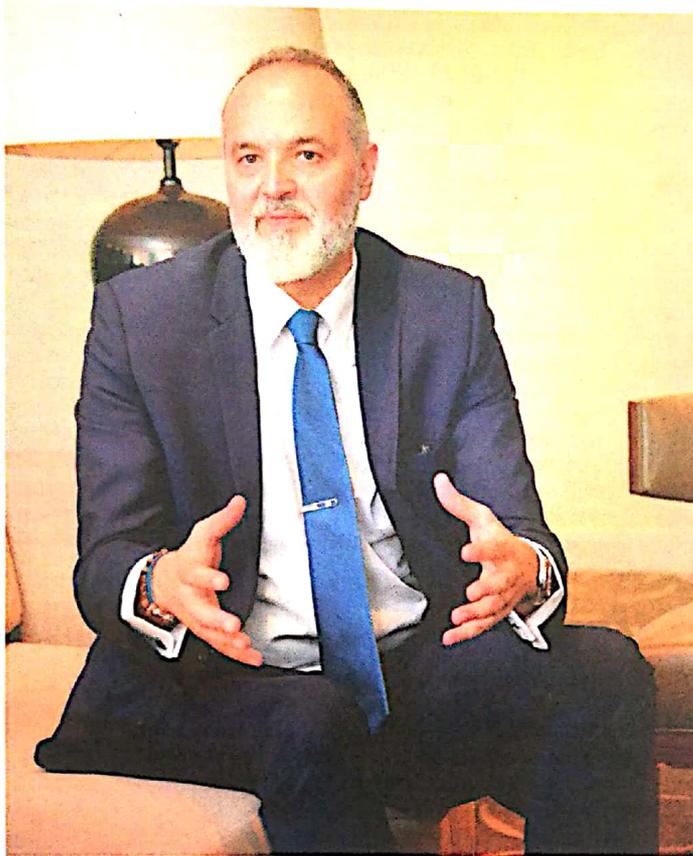
- Jalil Sebti: Nous aurions pu commencer ce roadshow par n'importe quelle ville et ça aurait eu du sens mais le choix de Fès trouve son origine dans son caractère historique de capitale spirituelle et scientifique, sa représentativité de l'arrière-pays, son passé industriel à relancer et ses potentialités touristiques et agricoles.

- Quels sont les objectifs stratégiques de cette opération?

- «Les Régionales de l'Investissement» visent à accompagner l'effort des pouvoirs publics pour la relance de l'économie à travers la stimulation de l'investissement régional et ce en capitalisant sur nos atouts, à savoir notre mission historique d'accompagnement des TPME et de promotion de l'entrepreneuriat ainsi que notre ancrage régional. Le tout sous forme de rencontres alliant débats et workshops en one to one avec les clients portant des projets d'investissement à concrétiser.

- Est-ce parce que les investisseurs régionaux reçoivent mal le discours national pour la reprise et la relance ou est-ce une question de déclinaison pour chaque ville?

- Tout effort pour la relance de l'économie se doit de partir d'une stratégie nationale à décliner de manière spécifique au niveau de chaque région. Mais ce qui nous anime dans cette démarche, c'est surtout de rester fidèle à notre ancrage régional et notre ADN de groupe de banques mutualistes et régionales soucieux de sa proximité vis-à-vis de ses clients, notamment dans les périodes difficiles comme celle que nous traversons.



Avec les régionales de l'Investissement, le groupe BCP entend accompagner l'effort des pouvoirs publics pour la relance de l'économie à travers la stimulation de l'investissement régional, indique Jalil Sebti, directeur général de la banque commerciale groupe BCP (Ph. L'Economiste)

- Pourquoi ce timing alors que «les mesures de précaution» qui inhibent la vie économique notamment le tourisme et le commerce ne sont pas levées?

- Comme toutes les crises, celle-ci apporte son lot d'incertitudes mais également d'opportunités. Si nous voulons sortir gagnants de cette crise qui va certainement changer durablement les habitudes de consommation, et reconfigurer les chaînes de valeurs mondiales, il va falloir être proactif, faire preuve

d'anticipation et d'agilité et agir vite en s'armant d'un optimisme pragmatique, instillant la confiance nécessaire pour stimuler l'acte d'investir dans les secteurs d'avenir.

- Est-ce aussi une réponse à la perception des particuliers et des professionnels qui croient que les banques sont encore plus «frileuses» dans la crise actuelle?

- «Les Régionales de l'Investissement» s'adressent essentiellement aux

entreprises. Elles ont pour objectifs de capitaliser sur les initiatives lancées par les pouvoirs publics pour la relance de l'investissement (la Banque de Projets du ministère de l'industrie, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique) et d'anticiper l'opérationnalisation du Fonds Mohammed VI pour l'investissement ainsi que l'ensemble des mécanismes d'accompagnement mis en place depuis le début de la crise afin de les faire connaître et les traduire en opportunités sous l'éclairage des acteurs régionaux comme le Conseil Régional, la CGEM, le CRI et la Banque Populaire Régionale.

Par ailleurs, notre banque met également une large palette d'offres de financement à la disposition des particuliers et professionnels. Je rappellerai qu'en parallèle avec «Les Régionales de l'Investissement», une caravane Intelaka organisée par la Banque Populaire et sa Fondation Création d'Entreprises sillonne toutes les régions du Maroc pour apporter conseil, accompagnement et orientation aux entrepreneurs et porteurs de projets d'investissement.

- La demande la plus pressante tend-elle vers les crédits de trésorerie ou d'investissement?

- L'évolution des crédits à l'entreprise en 2020 et début 2021 reste tirée par les crédits de trésorerie sous l'effet des débloquages des crédits Oxygène et les crédits Relance, dont la distribution continue jusqu'à fin juin et les débloquages jusqu'à juin 2022. Ce sera ensuite autour des crédits d'investissement de prendre le relais. Nous ressentons d'ailleurs un retour progressif de l'intérêt pour le financement de l'investissement. □

Propos recueillis par Franck FAGNON

■ Où investir à Fès?

«La région de Fès-Meknès regorge de potentialités dans le secteur agricole (21% du PIB régional contre 12% sur le plan national), ce qui constitue un gisement pour l'industrie de valorisation des produits agricoles. La région pourrait connaître également l'émergence de nouveaux pôles industriels tels que l'Automobile, la valorisation des industries historiques du Cuir, ainsi que la promotion des énergies renouvelables notamment le solaire, les biocarburants et la biomasse en capitalisant sur la vocation agricole de la région. L'éco-tourisme peut être aussi une piste à explorer».

■ A l'intérieur des terres mais pas isolée

«Le Maroc a fait du développement des infrastructures, notamment les autoroutes et la voie ferrée, un des axes majeurs de sa stratégie de développement. Ces investissements permettront certainement à l'arrière-pays de jouer un rôle plus important dans l'industrialisation de notre pays et son positionnement sur les chaînes de valeurs mondiales en offrant plus de profondeur à l'infrastructure portuaire des villes côtières. La région de Fès-Meknès, à la croisée des chemins et équidistante des ports de Nadir West Med, Tanger Med et Casablanca, pourrait en être la première et parfaite illustration». □

## L'Université Euromed de Fès favorise l'innovation, la création et le transfert des savoirs et des technologies aux niveaux local, national et international

L'Université Euromed de Fès est une Université à but non lucratif qui émane d'une Initiative Royale exprimée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI à la Coprésidence de l'Union pour la Méditerranée. Cette initiative fut adoptée en septembre 2008 à la conférence ministérielle des pays membres de l'UpM et le Projet de l'Université Euromed de Fès a été labélisé par la même institution en 2012 lors de la réunion de ses hauts fonctionnaires issus des 43 pays membres.

L'UEMF a l'immense privilège d'être placée sous la Haute Présidence d'Honneur de Sa Majesté Le Roi qui donne, comme on peut le saisir à travers les différents discours Royaux, une importance capitale à l'éducation, à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique et technique.

Avec l'objectif d'en faire une plateforme de dialogue interculturel, d'échange et de coopération entre les deux rives de la Méditerranée avec un prolongement naturel vers l'Afrique Subsaharienne, l'UEMF accueille des professeurs-chercheurs nationaux et internationaux de haut niveau et des étudiants aussi bien de l'Europe que de l'Afrique représentant 35 nationalités qui se côtoient chaque jour, collaborent, imaginent et dessinent ensemble un futur commun.

Installé sur un site exceptionnel, l'Eco-campus de l'UEMF a été conçu aux meilleurs standards internationaux respectant les normes du développement durable et occupe actuellement une superficie de 40 hectares. Plus tard, il s'étendra sur environ 100 hectares afin qu'y soit aménagée notamment une zone pour le transfert de technologie, la création de start-up et de Spin Out, ainsi qu'une usine 4.0.

Aujourd'hui, l'Université dispose de neuf établissements, avec trois pôles de formation en Science Humaines et Sociales et Business, en Ingénierie et Architecture et en Sciences médicales. En Sciences humaines et sociales, on retrouve par exemple les Sciences Politiques des Affaires Euro-Méditerranéennes avec un focus sur les rouages et le fonctionnement des institutions de part et d'autre de la Méditerranée, sur les politiques du voisinage, les modalités de gestion régionale des rapports inter et trans-étatiques entre les deux rives, la géostratégie, le Droit des Affaires...

En ingénierie, l'Université a développé un large spectre de formations qui répondent aux besoins et aux défis sociétaux. L'UEMF est dotée par exemple de la première École d'Ingénieurs dans l'espace euro-méditerranéen et africain complé-

tement dédiée à l'Intelligence Artificielle. Ainsi que des formations en Biotechnologie et Biomédical, en Génie Mécanique, Génie Electrique et des Technologies de l'Information et de Communication TIC, Génie Civil, Génie des Energies Renouvelables, Génie de l'Environnement, etc. en plus des formations en Architecture et en Business.

En parallèle avec sa mission de formation initiale, l'Université a pu hisser au plus haut niveau, des relations de confiance avec des entreprises de rang mondial, implantées au Maroc (Alten, CGI et Altran, ou encore celles en cours de finalisation avec Safran et Alstom) et qui recourent à l'expertise des équipes de l'UEMF, d'abord pour les assister dans le processus d'expression de leurs besoins en compétences et métiers, puis pour développer avec elles une ingénierie pédagogique autour de curricula, à même de satisfaire ces besoins, pour déployer enfin, en alternance et avec l'agilité et la flexibilité que cela exige, les formations qualifiantes ou diplômantes de leurs personnels ou nouvelles recrues.

université d'avoir plusieurs contrats de recherche en lien étroit avec le monde socio-économique et surtout le monde industriel. Projets dans lesquels nos professeurs, nos étudiants de doctorat et nos ingénieurs sont fortement impliqués et 4. une infrastructure de recherche à la fine pointe de la technologie. L'Université dispose en effet de la plus importante plateforme d'impression 3D du pays et peut être du continent avec une soixantaine de machines, dont certains sont fabriquées par les ingénieurs et chercheurs de l'UEMF. L'Université est aussi dotée de la plus importante plateforme digitale universitaire du pays pour faire des simulations et concevoir des dispositifs novateurs en utilisant des logiciels complexes et robustes alliant Numérique, BigData, Deep-Learning, Réalité Virtuelle, Robotique et Cobotique.

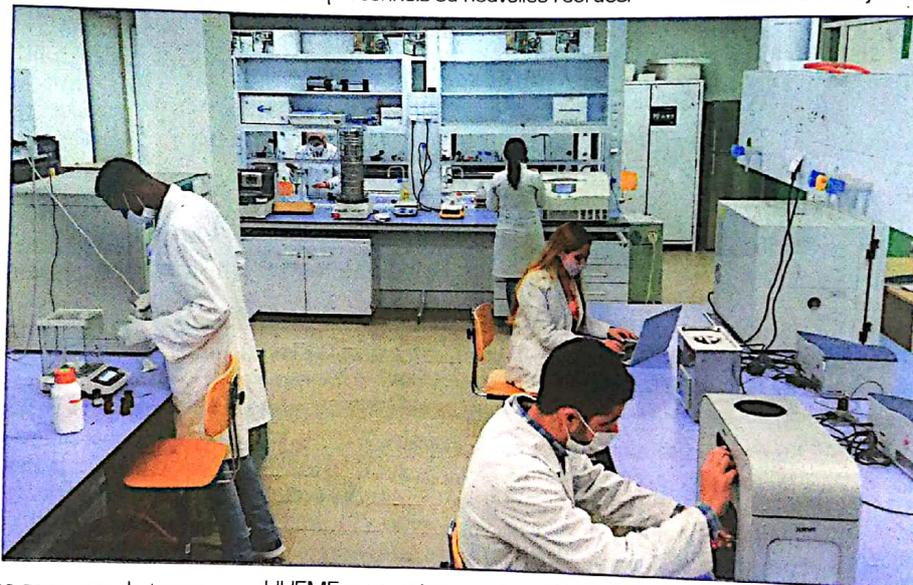
L'UEMF est aussi en train de mettre en place le projet Fès-Smart-Factory qui est une concrétisation sur le terrain de la vision nationale en matière d'accélération industrielle en parfaite résonance avec la vision royale en matière d'industrialisation

du pays. L'objectif ultime étant de renforcer la productivité et la compétitivité de nos entreprises en les aidant à effectuer leur transformation digitale et à s'inscrire dans un processus de moindre consommation d'énergie et de décarbonisation qui devient de plus en plus inéluctable.

Ce projet est mis en œuvre en deux phases avec un montant global de plus de 200 MDh. Il est cofinancé par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie Verte et Numérique, par le MCC (Millenium Challenge Corporation),

par le Conseil de Région Fès-Meknès et par le trio Université Euromed de Fès, la Branche Fès-Taza de la CGEM et par la société Alten Delivery Center Maroc, ainsi que par l'ADD (l'Agence du Développement du Digital).

Le projet Fez-Smart-Factory est une première sur le continent africain avec une zone d'innovation comprenant un incubateur et un accélérateur de startup, des lieux d'ingénierie, un centre de conférence et d'interaction entre les différents acteurs et une usine modèle 4.0. Cette infrastructure a pour but d'opérer une transition de l'industrie marocaine on y mettant plus de digital, plus d'internet des objets, plus d'intelligence artificielle, plus de réalité virtuelle, plus de d'impression 3D, de capteurs et des systèmes de contrôle et d'acquisition des données, de la robotique et de la cobotique (interaction homme-machine) ainsi que la réduction de la consommation d'énergie pour améliorer la qualité des produits, augmenter en productivité et en compétitivité.



L'UEMF a pu créer aussi un Think-Tank axé sur les questions et les défis de la région Euro-Méditerranée-Afrique appelé le RIEMAS (Research Institute on European, Mediterranean & African Studies) qui organise plusieurs événements et conduit des travaux de recherche, des analyses et des réflexions sur ce continuum géographico-historique qu'est l'Europe-Méditerranée et Afrique.

Quant à la stratégie recherche-innovation de l'UEMF, celle-ci repose sur quatre piliers : 1. des enseignants-chercheurs de haut calibre qui ont l'obligation de publier et de s'impliquer dans des travaux de recherche ayant un impact sociétal et économique ; 2. une flexibilité de gestion des fonds obtenus par les chercheurs de sources externes avec délégation de signature au chercheurs pour gérer ces fonds selon le programme d'emploi préalablement établi avec l'organisme subventionnaire ; 3. des incitatifs pour les meilleurs chercheurs qui ont permis à notre

# Comment faire revivre l'industrie textile

■ Le secteur est confronté à de multiples contraintes

■ Il a été lourdement impacté par la crise du Covid-19

■ L'informel plombe la compétitivité de l'activité structurée



Lorsque les machines tournent à plein régime, les textileurs ont des difficultés à recruter une main-d'œuvre qualifiée... Aujourd'hui, face à la crise, les ouvriers migrent vers l'informel qui gagne du terrain au vu et au su de tous (Ph. YSA)

**M**ACHINES à l'arrêt, ouvriers en chômage et opérateurs «anxieux et déprimés»... le secteur du textile-habillement était l'un des plus touchés par la crise du Covid-19 à Fès. La vocation textile de la ville est depuis longtemps établie, toutefois l'activité a sombré «dans le noir et l'incertitude» en 2020. A telle enseigne que plus de 90% des unités étaient à l'arrêt total durant le confinement. Et ça continue en 2021. «La situation du secteur est catastrophique avec la fermeture des magasins en Europe», déplore Mouhsine Idrissi, président de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (Amith-Fès-Meknès). «Pour endiguer cette crise inédite, les pouvoirs publics doivent nous accompagner pour au moins deux années», appelle-t-il. Décryptage.

■ Deuxième année consécutive de crise

En 2019, le bonheur n'a pas duré pour les textileurs de la ville de Fès. «Nous avons certes vécu une fin d'année heureuse avec un carnet de commande bien garni. Mais rapi-

dement cette crise a tout détruit», rappelle Mouhsine Idrissi. Lors du 1er confinement, la situation était critique: 90% des unités de la ville avaient cessé toute activité depuis plus de dix jours. Mais aujourd'hui, le quartier industriel de Sidi Bra-

him, qui concentre plus de 80% des usines de textile ne fonctionne qu'à 50% de sa capacité. «Les carnets de commande des textileurs ne dépassent plus les 10 jours, avec une capacité moyenne de production qui

Suite en page XXIV

## Transport du personnel: Une mise à niveau inévitable

«**N**OUS craignons l'entrée en vigueur de l'arrêté 2851-10 (du 25/12/2010), relatif à l'homologation des ceintures de sécurité dans les transports de personnel», souligne le président de l'Amith régionale. Pour rappel, les industriels doivent investir dans des bus de transport respectant les normes de sécurité. Le deadline qui leur a été donné pour s'équiper de bus adéquats est fixé au 1er juin 2021. Disposant actuellement de 186 camions de transport de personnel (pour 14.891 ouvriers), les textileurs devront, selon leurs estimations, «investir 258 millions de DH pour s'équiper en 523 bus aux normes». Un investissement jugé «très lourd» surtout en période de crise. «Nous avons sollicité les pouvoirs publics (ministère de l'Industrie, wilaya, Conseil, Région, commune) pour un prolongement de la dérogation pour 2 ans par manque



de moyens d'investir sur les véhicules avec sièges assis et ceinture de sécurité», confie Idrissi. «Nous négocions avec Citybus pour un service spécial pour les membres de l'Amith», conclut-il. □

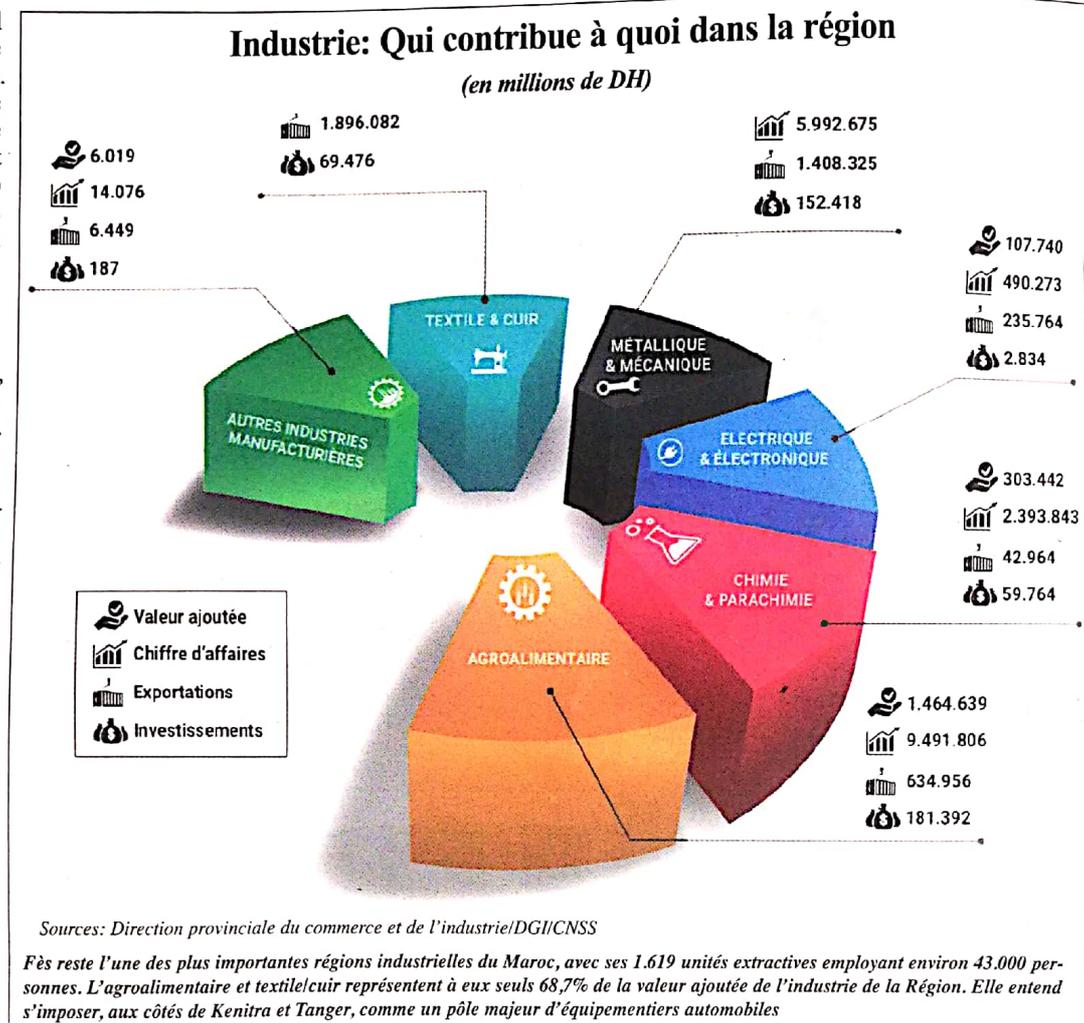
# Comment faire revivre l'industrie textile

Suite de la page XXII

ne dépasse pas les 50%. Et pas mal d'unités sont à l'arrêt», explique le président de l'Amith Fès-Meknès. Pour lui, «2021 sera plus difficile que 2020 si la situation épidémique n'est pas maîtrisée». «Ce qui est sûr, notre secteur perdrait beaucoup d'emplois si l'Etat n'aide pas les entreprises qui sont en majorité en difficulté», souligne Idrissi.

## La reprise dépendra de la fin de la pandémie

Les magasins étant fermés, les donneurs d'ordre habituels ne passent plus de commandes. «Quoique le commerce en ligne est en progression, il ne pourra pas remplacer le commerce en boutique», estime-t-on. Ainsi, «tout dépendra de la fin de la pandémie dans le monde». D'ici là, les banques doivent être de plus en plus flexibles. Surtout par rapport aux lignes de crédits. Car, les répercussions de cette pandémie s'avèrent très graves et impacteraient au moins deux saisons, ajoute le président de l'Amith Fès-Meknès. La flexibilité est demandée auprès de l'administration des Douanes qui devrait «réfléchir sur les tissus (stockés) reçus en admission temporaire». Idem pour les impôts. Enfin, le seul espoir est de finir rapidement ce cauchemar pandémique qui touche la santé économique des puissances mondiales. En attendant, les textiliens gardent confiance. Car, en matière de textile-habillement, le marché européen n'est pas tributaire que de la Chine. Les donneurs d'ordre auront besoin des unités marocaines dès



la fin de la campagne vaccinale, le retour à la normale et la réouverture des commerces. Toutefois, la capacité de reprendre est très variable d'une entreprise à une autre. Celles disposant de commandes et d'ou-

vriers pourraient reprendre de suite si les conditions sanitaires le permettaient. Les autres ont les regards braqués sur leurs e-mails espérant recevoir de nouvelles commandes.

## Ce que pèse réellement la branche textile

Selon le CRI, «l'agroalimentaire et textile/cuir représentent à eux seuls 68,7% de la valeur ajoutée de l'industrie de la Région». Dans le détail, la valeur ajoutée du textile/cuir est estimée à 1,16 milliard de DH pour un chiffre d'affaires de 2,96 milliards de DH. Dans cette enveloppe, les exportations représentent 1,9 milliard de DH. Et rien qu'à Fès, la branche textile-habillement compte une quarantaine d'unités industrielles qui emploient plus de 18.000 ouvriers dans le secteur formel et plus du double dans le secteur informel (plus de 50.000 postes). Si les premiers font de la

sous-traitance et des produits-finis pour l'export, les seconds, opérant dans des ateliers clandestins, confectionnent quotidiennement 50.000 pièces dont des pyjamas, survêtements, pulls... pour le marché local. Avec la baisse des commandes à l'export, l'informel gagne du terrain et attire beaucoup de main-d'œuvre qualifiée des entreprises structurées. Une situation que déplore Mohamed Rkhami Berada, président de la CGEM Fès-Taza, affirmant que «lorsque les machines tournent à plein régime, nous avons des difficultés à recruter de la main-d'œuvre qualifiée». «Aujourd'hui, ces ouvriers optent plutôt pour l'activité non structurée pour gagner plus. Pourtant, ils savent pertinemment que les charges sociales (CNSS, CIMR...) ne sont pas payées», conclut-il. □

Y.S.A.

## LES GRANDES SIGNATURES SONT DANS L'ECONOMISTE

Personnalités du monde de la finance,  
des affaires et de la politique  
Éminents chercheurs,  
penseurs et universitaires

livrent tous les jours leur analyse du monde

L'ECONOMISTE

LA RÉFÉRENCE  
AU QUOTIDIEN

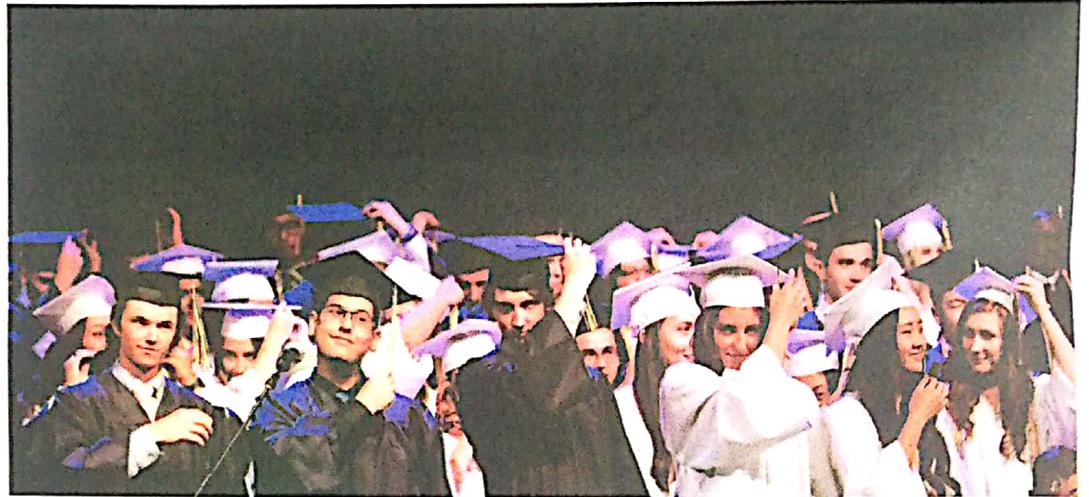
# Les universités de Fès,

■ La plus grande concentration estudiantine: 180.000 étudiants

■ Avec Ifrane et Meknès, cinq universités formant 20% de l'effectif national

■ Amélioration continue des offres de formation, un choix stratégique

PARMI ses nombreux atouts, Fès est fière de son capital humain qualifié et performant. Premier pôle universitaire marocain, elle est en effet dotée, avec Ifrane et Meknès, de cinq universités formant 20% de l'effectif estudiantin national et d'une panoplie d'établissements de formation professionnelle. Au niveau des universités, la quête d'amélioration des offres de formation est un choix stratégique de la capitale académique. D'importants budgets sont consentis pour atteindre l'excellence. S'agissant



Avec l'Université privée de Fès (UPF), l'université Al Akhawayn d'Ifrane et l'Université Moulay Ismaïl de Meknès, la concentration estudiantine est remarquable au point que la région, qui concentre 180.000 étudiants, est souvent qualifiée de pépinière de ressources humaines qualifiées (Ph. PIXABAY)

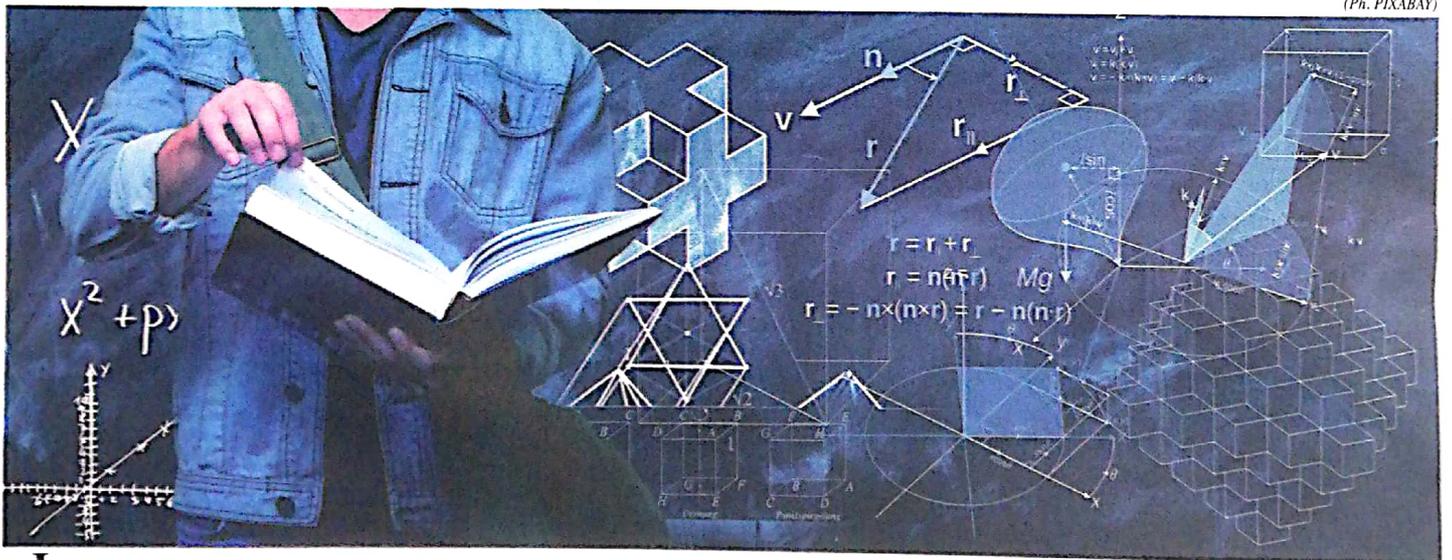
de la formation professionnelle, on notera la présence d'un institut spécialisé dans les métiers de l'offshoring, des technologies de l'information, de la communication et de l'audiovisuel qui a formé près de 1.500 stagiaires en 2019, et le projet de la Cité des métiers et des

compétences (CMC) qui est sur de bons rails. Décryptage. □

«Notre politique vise surtout à améliorer les indicateurs de performance de l'université», indique Radouane Mrabet, président de l'Université Sidi Mohammed Ben Abdellah (Ph. YSA)



## ■ 180.000 étudiants



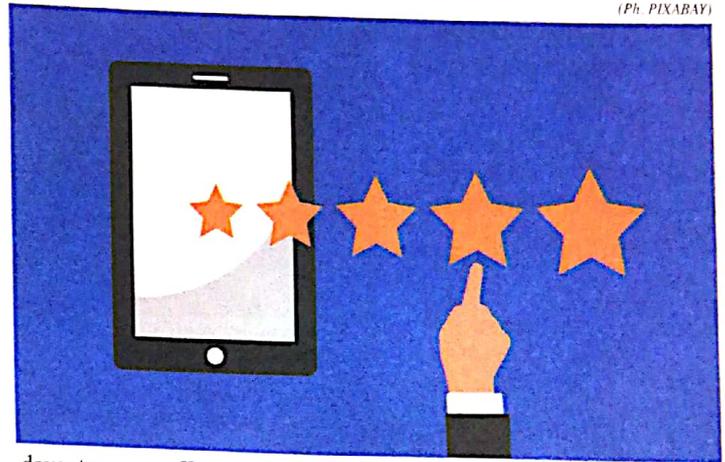
LES études comparatives démontrent la compétitivité du Maroc par rapport au sud de l'Europe. Elles estiment la réduction des coûts de main-d'œuvre à 50%, celle des coûts globaux pouvant atteindre 35%. Les autorités de la ville de Fès, capitale académique du Royaume, sont conscientes de l'atout que lui confère la présence des universités. Et en tout premier lieu l'Université euro-méditerranéenne de Fès (UEMF) et l'Université Sidi Mohammed Ben Abdellah (USMBA) qui sont non seulement des lieux de formation mais aussi de puissants moteurs de l'innovation ré-

gionale. Construisant des ponts entre l'univers académique et le monde des affaires, elles hébergent désormais des incubateurs de startups. Avec l'Université privée de Fès (UPF), l'université Al Akhawayn d'Ifrane et l'Université Moulay Ismaïl de Meknès, la concentration estudiantine est remarquable au point que la région, qui concentre 180.000 étudiants, est souvent qualifiée de pépinière de ressources humaines qualifiées. Les lauréats de la ville de Fès irriguent les différentes entreprises et administrations du Royaume. □

# des pépinières d'excellence

## ■ L'amélioration des indicateurs de performance de l'USMBA

«**S**OUCIEUSE des impacts sociaux et environnementaux des enseignements et des projets de recherche menés dans ses établissements, ainsi que de son ancrage territorial et de sa contribution à l'économie locale», l'USMBA a fait récemment son entrée dans le palmarès du prestigieux classement «Times Higher Education Impact Rankings 2021», qui classe les universités selon leurs implications dans la mise en place des 17 objectifs de développement durable (ODD) instaurés par les Nations unies. Créée en 1975, l'USMBA compte 13 établissements d'enseignement supérieur, un institut des sciences du sport et sept centres communs. Ils sont répartis sur quatre sites universitaires: Agdal-Fès, Saïss-Fès, Bensouda-Fès et Taza. Un cinquième campus est en cours de création à Taounate. «Notre politique vise surtout à améliorer les indicateurs de performance de l'université», indique Radouane Mrabet, président de l'USMBA. Pour y parvenir, l'université a débloqué des financements conséquents pour améliorer encore plus sa production scientifique et mieux se positionner dans le classement international. En attendant, l'USMBA a signé, en novembre dernier, sept conventions pour un montant historique de 680 millions de DH dans le cadre du plan de développement régional (PDR). Ce financement lui permettra de développer

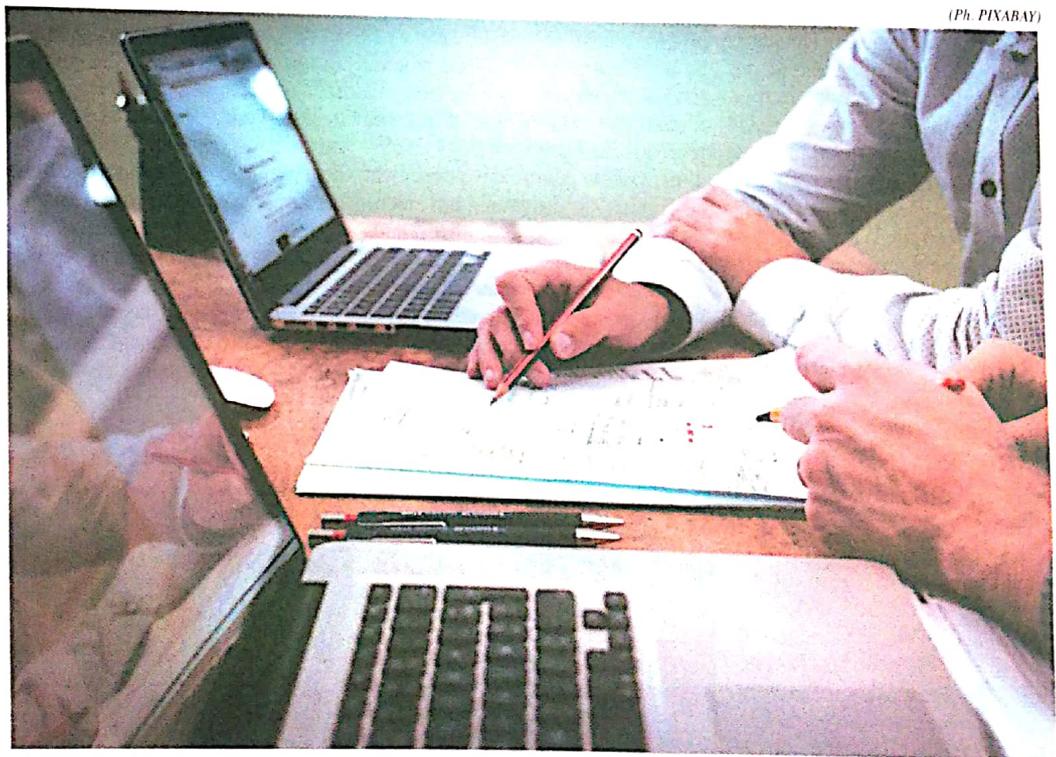


(Ph. PIXABAY)

davantage son offre de formation. «Nous avons aussi entamé des projets d'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur avec des chantiers partout dans nos établissements. Et rien qu'en 2020, nous avons dépensé 15 millions de DH dans les équipements scientifiques et 25 millions de DH dans la recherche en général», souligne le président de l'USMBA. □

## ■ 406 millions de DH pour la promotion de l'emploi

**D**EUX conventions de partenariat, de 406 millions de DH, ont été signées le 7 mai dernier. Initiés dans le cadre de la mise en œuvre du contrat-programme 2020-2022 entre l'État et la région, ces accords paraphés par le ministre du Travail et de l'Insertion professionnelle, Mohamed Amekraz, le wali de la région de Fès-Meknès, Essaïd Zniber, le président du conseil régional, Mohand Laenser, visent à mutualiser les efforts des acteurs concernés au niveau de la région, en vue de réussir ensemble les chantiers socio-économiques et de renforcer la demande en termes de compétences au niveau de la région. «Ces conventions tendent à réaliser une série de projets et de programmes en partenariat avec l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC) et l'Agence de développement social (ADS), avec une contribution financière de la région de Fès-Meknès estimée à 160 millions de DH», explique-t-on. Elles s'inscrivent dans le cadre du programme régional de promotion de l'emploi dans la région de Fès-Meknès et de la régionalisation de



(Ph. PIXABAY)

l'emploi, qui constitue une compétence propre et partagée des régions. Dans l'ordre, la première convention, d'un montant de 374,8 millions de DH, porte sur «le projet d'appui à la création d'opportunités d'emploi», qui vise l'insertion de 20.815 chercheurs d'emploi et l'amélioration de l'employabilité de 5.460 jeunes. Pour sa part, la seconde convention, d'une valeur de 32 millions de DH, concerne le projet de promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural, qui tend à l'amélioration de l'employabilité de 1.500 jeunes et la mise en place de 17 espaces d'emplois et des unités mobiles dans le

monde rural. «Le programme régional de promotion de l'emploi s'appuie sur les projets et objectifs programmés et sur les mesures inscrites dans le plan national de promotion de l'emploi, notamment en ce qui concerne les mesures actives d'emploi. Il vise également à permettre aux chercheurs d'emploi appartenant à la région, en particulier aux jeunes, de profiter des opportunités d'emploi disponibles dans la région», rappelle Laenser. □

Y.S.A.

# Fez Smart Factory au service de l'industrie 4.0

■ Contribuer à l'accroissement des investissements privés et à la création d'emplois

■ Accompagner les porteurs de projets, propulser l'innovation, attirer les investissements

«Fez Smart Factory» (FSF) est le projet qui chamboulera l'industrie du savoir. Initié par un consortium de partenaires dont notamment la CGEM Fès-Taza, l'université Euromed de Fès (UEMF), le Conseil régional, le Fonzid et le MCA, FSF a été monté dans le cadre d'un appel à projet concurrentiel. Le projet a adopté deux approches complémentaires pour satisfaire les objectifs du programme Fonzid. D'abord, développer un écosystème permettant d'accompagner les industriels pour améliorer leur compétitivité en optimisant leurs productivités et leurs performances. La finalité est de contribuer à un nouveau système industriel avec une grande valeur ajoutée. Pour assurer la compétitivité des entreprises dans une économie mondialisée, les approches utilisées doivent être choisies en se basant sur l'analyse comparative à l'échelle internationale. «Cette analyse a permis d'adopter une industrie 4.0 comme la meilleure voie à emprunter pour améliorer la contribution de l'industrie dans la croissance économique», indique Tijani Bounahmidi, coordinateur de FSF et vice-président de l'UEMF. Ainsi, l'écosys-



L'importance de Fez Smart Factory pour l'UEMF est justifiée par les liens étroits qui existent entre ce projet et les priorités de l'université en matière de recherche et d'innovation, l'intelligence artificielle, le digital, les systèmes embarqués et la fabrication additive (Impression 3D), expliquent ses initiateurs (Ph. YSA)

tème du FSF se fixe comme mission d'accompagner les industriels actuels pour les aider à transformer leurs unités en usines intelligentes, et d'aider les porteurs de projets et startups à développer des usines intelligentes à haute valeur ajoutée. Concrètement, le FSF sera doté d'un centre de valorisation et de transfert technologique des sociétés d'ingénierie et de recherche et développement, et recherche technologique, un incubateur d'entreprises innovantes, un accélérateur de startup, un procédé modèle intelligent et des équipements d'innovation pour la mise en place de procédés intelligents. «Il s'agit en effet d'un système pour le développement de l'industrie du savoir qui nécessitent pour sa réussite des ressources humaines hautement qualifiées... il va sans dire que l'atteinte des objectifs du FSF nécessite beaucoup de travail et d'organisation pour préparer nos ressources humaines à relever de tels dé-

fis», explique Bounahmidi. C'était lors de la présentation du projet lors de la récente visite de David Greene, Chargé d'Affaires de l'ambassade des USA au Maroc, à l'UEMF.

Pour le coordinateur du projet, «les conditions de succès du FSF se base principalement sur les fameux 4 C qui doivent constituer le socle du système de formation, à savoir: l'esprit critique, communication, collaboration et créativité». «Notre projet va œuvrer au développement de ces 4 C chez tous ses bénéficiaires permettant de constituer ainsi une communauté hautement qualifiée», ajoute-t-il. Cela nécessitera du temps, et c'est pourquoi le projet se déroulera en trois phases. La première correspond au déploiement du projet accompagné par le Fonzid et s'étale de mai 2020 à mai 2022. Celle-ci est consacrée à la réalisation des infrastructures, la construction des bâtiments dédiés à l'innovation, la viabilisation

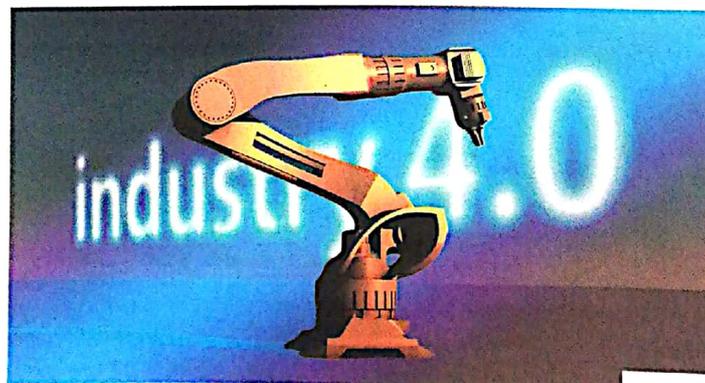


des espaces dédiés aux équipements d'innovation, outre la préparation de la mise en place du procédé modèle 4.0 et le lancement d'exploitation des services d'incubation. Sans oublier l'accélération de startups d'ingénierie et de recherche développement et recherche technologique ainsi que le business center. «Cette phase est primordiale puisqu'elle doit permettre de monter les projets des procédés intelligents qui seront graduellement installés au niveau des équipements d'innovation préparés à cet effet», explique-t-on. La deuxième phase consiste à la mise en place du procédé d'innovation, prévue à partir de 2023, pour accueillir les startups venant de l'extérieur de l'UEMF, du Maroc ou de l'étranger; et à partir de 2024 pour les startups ayant débité leur accélération à FSF. Enfin, la 3e phase est une extension de la 2e phase. Elle sera dédiée à la mise en exploitation du projet du procédé intelligent créé par les startups et la capacité des fonds d'investissement qui seront mis en place pour financer ces projets. Ainsi, sur 20 ans d'exploitation du FSF, l'ambition est d'accompagner 400 porteurs de projets débouchant sur la création de 200 startups accompagnées à leur tour par l'accélérateur et aboutissant à la mise en place de 93 procédés intelligents sur le site de FSF.

La révolution industrielle présume une évolution fortement linéaire. Tous les pays industrialisés s'y préparent à pas de géants et les pays en développement doivent impérativement emprunter cette voie pour ne pas condamner l'avenir de leurs générations futures. «Le projet FSF est la première contribution pour amener le Maroc sur ce chemin, d'où son message clé: «construisons Fès Smart Factory, vivons l'avenir», conclut Bounahmidi. Y.S.A.

## Pôle d'innovation

UN investissement de 104 millions de DH est consenti pour la réalisation du Fez Smart Factory. Ce projet basé sur les concepts de l'industrie 4.0 conduit par le consortium composé de l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès (UEMF), la Branche Fès-Taza de la CGEM, la société Alten Delivery Center et le Conseil Régional de Fès-Meknès, offre une opportunité de développement majeure pour la Région. FSF sera composé d'espaces dédiés aux services de transfert de technologie, d'ingénierie, d'innovation et de R&D, d'un procédé modèle 4.0 et de 93 espaces destinés à accueillir des startups de nouvelle génération. Les porteurs de projets et les start-ups installés dans cette zone pourront être accompagnés par les services d'ingénie-



Ph. PIXABAY

rie et de R&D de FSF et bénéficieront de l'expérience du procédé modèle 4.0. L'écosystème FSF, à travers son Centre de Valorisation, de Transfert et d'Innovation Technologique (CVTIT),

assistera également les unités industrielles existantes afin d'optimiser leurs performances industrielles, environnementales et sociales en mettant à profit les concepts de l'industrie 4.0. □

# Formation/Une Cité pour oser l'excellence

■ Industrie, tourisme, artisanat, santé... les pôles de formation

■ D'un investissement de 370 millions de DH, elle s'étalera sur 10 h

L'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) va insuffler une nouvelle dynamique à la ville de Fès. Celle-ci est choisie pour abriter la future Cité des métiers et des compétences (CMC) de la région. Le projet sera édifié sur un terrain de 10 hectares, dont 4 hectares réservés pour des extensions futures. Mobilisant une enveloppe budgétaire globale de 370 millions de DH, la CMC sera dotée d'une capacité d'accueil de 3.140 stagiaires par an, et déploiera un total de 82 filières dans 8 secteurs d'activités majeurs, en phase avec l'écosystème de la région (Industrie, Digital & Intelligence artificielle, Agriculture, Artisanat, Hôtellerie & Tourisme et Santé). Décryptage.

■ Plus de 900 millions de DH pour renforcer l'offre de formation

L'objectif recherché étant d'améliorer la formation professionnelle, garantir l'insertion des jeunes et renforcer la compétitivité des entreprises. Un contrat-programme a été signé le 23 février dernier avec le ministre de l'Enseignement supérieur et la directrice de l'OFPPT totalisant des investissements de l'ordre de 915 millions de DH. Dans ce montant, quelque 370 millions de DH iront à la réalisation de la CMC de Fès-Meknès. Situé à proximité de la gare ferroviaire de Fès, «ce projet sera lancé courant le mois d'avril ou au plus tard en mai», indique Loubna Tricha, DG de l'OFPPT.

L'ambition étant d'opérer un saut qualitatif dans le domaine de la formation professionnelle et dans l'accompagnement de la dynamique de développement que connaît la région. Le démarrage des formations dans la CMC de Fès-Meknès est prévu en 2023. En plus des pôles sectoriels dédiés à l'apprentissage des métiers, la CMC de Fès disposera d'espaces consacrés à l'apprentissage des langues, au renforcement des soft skills



La «Cité des métiers et des compétences» (CMC) de Fès-Meknès se veut un centre d'excellence. Nécessitant un investissement de 370 millions de DH, ce campus sera doté d'une capacité d'accueil de 3.140 stagiaires par an (Maquette OFPPT CMC Oujda)

et au développement des compétences entrepreneuriales. Elle abritera, aussi, des espaces de vie, des terrains de sports, et une Maison de stagiaires, avec une capacité d'hébergement de 300 lits et couverts. Le programme de l'OFPPT comprend également l'actualisation et l'amélioration de l'offre en formation à Fès, Taza, Sefrou et Karyat Ba Mohamed, en plus de la création d'un internat à Missour, et la mise à niveau de 5 instituts de formation situés dans les provinces de Sefrou, Taza, Taounate, Fès et Meknès, pour un montant de 94 millions de DH.

## • Améliorer l'employabilité des jeunes

La CMC Fès-Meknès s'inscrit dans la continuité du programme de création de 12 Cités des métiers et des compétences à l'horizon 2023-2024. Ces plateformes devraient certifier des métiers et garantir des formations qualifiantes au profit des jeunes. L'idée est d'offrir des formations adaptées aux besoins du marché du travail pour résorber le problème du chômage et donner de l'espoir aux jeunes. A ce titre, l'OFPPT a scellé un partenariat avec l'UEMF en vue

de mettre l'expertise et les équipements de celle-ci à la disposition des stagiaires de l'Office. Car mutualiser les moyens et les plateformes technologiques et créer des synergies grâce aux atouts singuliers des deux partenaires, permettrait aux étudiants de toucher des seuils d'excellence qui favoriseraient l'insertion des jeunes et la compétitivité des entreprises. L'accord signé entre l'UEMF et l'OFPPT vise ainsi le développement de la formation professionnelle et le partage d'expertise, notamment dans les domaines du digital et de l'intelligence artificielle (IA). Le but étant d'unir les compétences des deux institutions afin de créer un espace d'échange et de partage d'expérience. Permettre aux experts respectifs de l'Office et de l'UEMF de travailler ensemble sur des thématiques d'intérêt commun, liées notamment à la digitalisation des métiers, l'industrie 4.0, l'IA, l'impression 3D, l'entrepreneuriat, et bien d'autres sujets figurent parmi les priorités. «C'est un apprentissage qui se fera dans les deux sens et dans la complémentarité», estime Loubna Tricha. Surtout que «l'UEMF, qui veille à la valorisation du capital humain, est tournée vers des métiers d'avenir avec des perspectives prometteuses», renchérit la DG de l'Office. □

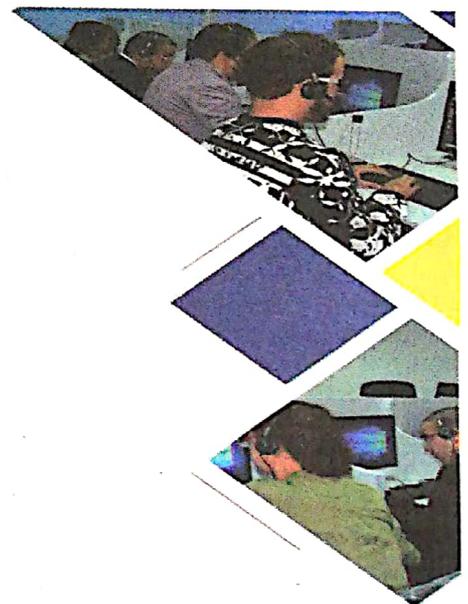
Y.S.A.

1<sup>er</sup> CALL CENTER  
NON VOYANTS  
نداء المكفوفين



Un emploi pour tous

Plateforme dotée d'une technologie adaptée aux non voyants



1 RUE DE CYBIE IMMEUBLE MAMOA  
TÉLÉPHONE 05 35 35 11 33

# L'UPF entame son projet d'agrandissement

■ Des formations adaptées au contexte régional

■ Efficience, efficacité et effectivité en priorité

■ 70 millions de DH pour l'extension du campus

Créée en 2006, en tant qu'établissement d'enseignement supérieur privé, l'UPF a été promue au statut d'université privée en 2013 et labellisée en tant qu'Université reconnue par l'Etat, délivrant des diplômes d'Etat depuis 2018. Elle propose une vingtaine de filières offrant des formations d'excellence dans les domaines prometteurs de l'ingénierie, du management et la finance, des métiers du bâtiment, de l'architecture d'intérieur, etc. L'université privée de Fès vient de lancer son projet d'extension pour un investissement de 70 millions de DH. Les détails.

## • Rapprochement des disciplines

«L'UPF inscrit dans ses missions fondamentales de formation et de recherche, le rapprochement des disciplines et le déploiement de formations participant à la construction d'une société qui valorise la réflexion, l'ouverture, l'interdisciplinarité et l'innovation», indique Mohamed Aziz Lahlou, président de l'université privée de Fès (UPF). Pour y parvenir, son université met en œuvre ses objectifs en cohérence avec sa stratégie de déve-



La nouvelle extension s'étalera sur une capacité de 7.500 m<sup>2</sup> dont l'achèvement est prévu pour avril 2022. Elle porte ainsi la superficie totale construite sur le campus Qaraouiyyine à 20.000 m<sup>2</sup>. Il y est prévu d'y construire un Centre de Recherche, Développement, Expertise et Innovation de 1.600 m<sup>2</sup>, qui sera composé de 5 laboratoires scientifiques et un amphithéâtre. Entre autres... (Ph YSA)

loppement touchant à la formation, la recherche, la vie étudiante, le rayonnement à l'international, la gouvernance, etc. «Nous avons fait le choix stratégique d'une taille maîtrisable adaptée au contexte régional et qui évite la confusion entre l'ampleur des moyens utilisés et la certitude de l'efficacité, de l'efficacité et de l'effectivité. Notre stratégie se concrétise aussi par une démarche visant à conforter notre engagement dans la voie de la modernité, de la recherche de l'excellence à la fois sur les plans éducatif, culturel, scientifique, technologique et entrepreneurial», explique le management de l'UPF. «Cette démarche consiste à s'adapter à la nouvelle configuration mondiale, à revoir nos démarches et approches en quête de la qualité des biens et services, et à se projeter dans l'avenir tout en reliant



«Le chantier d'extension du campus UPF prend forme. Ce ne sont pas moins de 70 millions de DH qui seront investis pour l'agrandissement de la première université privée de la ville de Fès», indique Mohamed Aziz Lahlou, président de l'UPF (Ph YSA)

performance et crédibilité», renchérit-il. Une stratégie qui permettra de répondre aux grands enjeux sociétaux du 21<sup>e</sup> siècle en termes de préparation des jeunes générations à un marché de l'emploi en pleine mutation.

## • Une pédagogie active: apprendre en pratiquant ou learning by doing

Doté d'une pédagogie adaptée aux étudiants «digital native», connaissances disciplinaires profondes, compétences humaines indispensables à une carrière réussie, multilinguisme, autonomie, capacité de rebond, prise d'initiative, créativité, innovation, esprit critique, ... L'espace numérique mis en place par l'UPF a pour vocation de permettre aux enseignants, administrateurs de scalarité, responsables de la bibliothèque, etc. de fluidifier les échanges. «Notre objectif est d'optimiser les circuits d'information en améliorant

l'accès et la pertinence», souligne Lahlou affirmant que «son université a une pédagogie très active, celle d'apprendre en pratiquant». En ce sens, les étudiants peuvent participer à des séminaires, des business games, des challenges ou à l'élaboration de projets, ce qui permet de mettre le plus possible en situation les futurs jeunes diplômés. Ces étudiants auront bientôt de nouveaux espaces pédagogiques puisque leur université a déjà lancé un projet d'extension. «Il sera réalisé avec un investissement de plus de 70 millions de DH, ce qui portera l'investissement global de l'université à plus de 200 millions de DH», explique le président de l'UPF.

## • Ce que prévoit le plan stratégique UPF 2025

Depuis plusieurs années, l'UPF n'a cessé d'évoluer et de confirmer son développement et son positionnement au niveau national et international, autant par la progression de son effectif d'étudiants que par la diversification de ses travaux de recherche et de formations. Son encadrement a fortement progressé tant du point de vue de sa qualité académique que du nombre de ses enseignants-chercheurs. Dans le cadre de son plan de développement stratégique 2025 «UPF25», l'université s'engage dans l'extension de son campus d'une capacité de 7.500 m<sup>2</sup> dont l'achèvement est prévu pour avril 2022. Cette extension ramènera la superficie totale construite sur le campus Qaraouiyyine à 20.000 m<sup>2</sup>. Ce projet d'extension comprendra un Centre de Recherche, Développement, Expertise et Innovation de 1.600 m<sup>2</sup>, qui sera composé de 5 laboratoires scientifiques et un amphithéâtre, au niveau duquel s'implantera le Centre d'Excellence sur les Batteries CEB@UPF, avec le professeur Rachid Yazami, qui a été nommé dernièrement professeur associé et président du Conseil scientifique de l'université. Un bâtiment de formation de 2.500 m<sup>2</sup> sera dédié aux Sciences Paramédicales, et comprendra 3 Amphithéâtres et 25 Salles de cours, en plus d'un Centre de 600 m<sup>2</sup> dédié à la Formation Continue et Exécutive Education, avec 1 Amphi et 5 Salles de cours. «Afin de garantir un environnement sain et viable pour ses étudiants, une nouvelle résidence universitaire de 3.500 m<sup>2</sup> verra bientôt le jour. Nous allons aussi agrandir la bibliothèque universitaire, le restaurant, et le complexe sportif qui passera de 1.400 à 2.000 m<sup>2</sup>», conclut Lahlou. □

Y.S.A.

## Incubateur de startups

APRÈS plus de 15 ans de leadership engagé, l'Université Privée de Fès s'est inscrite dans une dynamique globale l'engageant dans la voie de la modernité et de la recherche de l'excellence, à la fois sur les plans éducatif, culturel, scientifique, technologique et entrepreneurial. Dans ce cadre, l'UPF dispose d'un incubateur, baptisé «KUB789», ce dernier accompagne les jeunes diplômés porteurs de projets dans le monde de l'entrepreneuriat. Initié en partenariat avec l'Université Haute Alsace (UHA), la CGEM Fès-Taza, la IDate Digital World, la Caisse marocaine des retraites (CMR), Huawei, IBM, Microsoft et l'Autodesk, ce projet se positionne comme

un centre d'incubation et d'innovation, ouvert à tous les porteurs de projets (y compris ceux issus d'autres universités). Structure d'appui à la création d'entreprise, le KUB789 a pour objectif de transformer les idées innovantes des porteurs de projet en entreprises, en soutenant et en accompagnant les étudiants et diplômés dans la mise au point de leur projet par la définition de leur Business Model et la recherche d'investisseurs et de clients.

Plusieurs Startups sont déjà incubées au sein du KUB789, dont notamment Solar-Ution, Bio Pierre et Smart Energy dans le domaine des Énergies Renouvelables, et Robotic Elite dans le domaine des Systèmes Embarqués. □

# UEMF: «Des plateformes ouvertes pour apprendre, inventer, produire»

■ **Objectif: obéir aux meilleurs standards internationaux**

■ **Un large choix de formations organisées selon 3 pôles principaux**

Installé sur un site exceptionnel, l'Eco-campus de l'Université Euromed de Fès (UEMF) occupe actuellement une superficie de 40 hectares et s'étendra prochainement sur environ 100 hectares, afin qu'y soit aménagée notamment une zone pour le transfert de technologie, la création de start-up et de Spin Out, ainsi qu'une usine 4.0. Son architecture moderne, empreinte de grandeur et de sobriété, n'est pas sans évoquer une subtile alliance entre art néo-marocain et style à la fois épuré et élégant de certaines constructions majestueuses de l'urbanisme euro-méditerranéen. Le tout dénotant une riche symbiose entre l'environnement vert, l'humain et le bâti. Décryptage.

• **Une infrastructure à la fine pointe de la technologie**

Située sur la route de Meknès, l'UEMF est l'une des rares universités en Afrique et du pourtour méditerranéen à disposer de plusieurs plateformes technologiques de pointe, dans différents domaines et notamment en «Fabrication Additive (3D) et Prototypage», «Génie des Procédés et Génie Civil», « Synthèse des Matériaux et leur Caractérisation », « Biotechnologie et Génie Biomédical », « Energies Renouvelables, Stockage d'énergie et Efficacité Energétique », « Ingénierie Digitale et Intelligence Artificielle ». Selon la direction de l'université, ces plateformes sont mutualisées et servent à la formation par et pour la recherche multipartite. «Elles sont également l'outil permettant aux enseignants-chercheurs et aux étudiants d'imaginer, de concevoir et de développer de



«Nos plateformes technologiques de pointe sont accessibles aussi aux universités partenaires, notamment celles de la région Fès-Meknès; ainsi qu'aux entreprises, pour les accompagner dans leurs stratégies d'innovation et de renforcement de leur compétitivité, face à un environnement international très concurrentiel», indique Pr Mostapha Bousmina, président de l'UEMF (Ph. YSA)

nouveaux concepts, procédés et produits, avec comme objectifs un transfert technologique vers le secteur privé et la création de nouvelles Startups et Spin-off. Elles sont accessibles aussi aux universités partenaires, notamment celles de la Région Fès-Meknès; ainsi qu'aux entreprises, pour les accompagner dans leurs stratégies d'innovation et de renforcement de leur compétitivité, face à un environnement international très concurrentiel», souligne le président de l'université. Et de poursuivre: «de très nombreuses activités de recherche sont menées au sein du Centre de Recherche Euromed, structuré en trois pôles: Ingénierie et architecture, Sciences Humaines et Sociales et Biomédical-Biotechnologie». Le centre abrite des plateformes technologiques dotées d'équipements scien-

tifiques et techniques, à la pointe de la technologie et accessibles à toute la communauté scientifique: doctorants, post-doctorants, professeurs-chercheurs, ingénieurs et techniciens.

• **Ingénierie digitale, intelligence artificielle, et fabrication additive**

L'UEMF a créé la première école d'Ingénierie Digitale et d'Intelligence Artificielle (EIDIA) dans l'espace Euro-Méditerranée-Afrique. Cette école est dotée d'infrastructures de dernière génération et de la plus importante plateforme numérique du Maroc; la plateforme 3D System acquise dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Dassault Systèmes. Les équipes de recherche de l'EIDIA travaillent sur les Big-Data, l'apprentissage profond (deep learning), la réalité virtuelle, la robotique et la Cobotique, appelée aussi l'IHM (interaction homme-machine) pour des applications dans divers domaines: Cyber-sécurité, médical, agroalimentaire, profilage, mobile, voiture connectée, etc. S'ajoute à ceux-ci une plateforme de fabrication additive (3D) et de prototypage. Equipée majoritairement de technologies additives pour concevoir, fabriquer et caractériser un large spectre de matériaux et de formes. Elle comporte une cinquantaine de machines d'impression 3D dont certaines sont conçues et fabriquées par l'UEMF, grâce à la startup pour la conception et la fabrication de machines d'impression 3D créée par l'université. Actuellement plusieurs contrats de recherche sont en cours de réalisation en partenariat avec les secteurs de l'aéronautique et de l'aérospatiale, de l'automobile, du biomédical.

## ■ Une plateforme génie des procédés et génie civil

La plateforme «Génie des Procédés et Génie Civil» comprend plusieurs équipements de conception à la fois de matériaux et de procédés ainsi que leur caractérisation. Cette infrastructure est déployée sur plusieurs laboratoires faisant un fort lien entre enseignement et recherche-innovation.

## ■ Un incubateur

L'incubateur de startups de l'UEMF vise à accompagner la communauté académique et d'autres porteurs de projets innovants potentiels, de l'UEMF ou d'ailleurs. Il aide aussi à transformer leurs projets en innovations réussies sur le marché. Outre ces plateformes, l'UEMF dispose d'autres structures, toutes aussi importantes les unes que les autres, telles que la plateforme «Matériaux: Synthèse et Caractérisation»; «Biotechnologie et de Génie Biomédical»; ou encore «Energies Renouvelables, Stockage d'Énergie et Efficacité Energétique». □

• **Bien-être, confort, et pédagogie en priorité**

«L'UEMF accorde une place importante au bien-être et au confort intérieur, aux espaces verts, aux œuvres artistiques, à l'économie de l'eau et de l'énergie, à la récupération des eaux pluviales, aux énergies renouvelables, à l'utilisation des matériaux les moins énergivores, à la gestion des déchets, à la voirie et au stationnement ainsi qu'à la maintenance», explique Pr Mostapha Bousmina. Pour le président de



l'UEMF, «cette université d'envergure internationale a aussi pour singularité d'être un lieu de brassage où toute frontière disciplinaire de l'espace est inexistante, où se côtoient des personnes de multiples nationalités et de différentes cultures». Ce qui imprime à la ville de Fès, voire à toute la région, un caractère multidimensionnel pétri des valeurs du Maroc en termes d'accueil, de générosité, de tolérance, d'échange et de partage. Afin de permettre à ses étudiants de poursuivre leurs études dans un cadre de choix, tout en développant leurs passions et leurs talents, l'UEMF n'a pas lésiné sur les infrastructures au sein de son éco-campus.

Elle met à leur disposition des espaces entièrement aménagés et dédiés: galerie d'art et clubs de création; locaux associatifs; salles de sport et de fitness équipées; des terrains de basket-ball, de hand-ball et de volley-ball; un terrain de mini-foot; de tennis de table; des salles réservées à la pratique de la danse, aérobic, yoga; des salles pour la boxe et les arts martiaux: judo, aikido, taekwondo, karaté, etc. «L'UEMF dispose sur son campus d'une résidence universitaire fermée et sécurisée avec plusieurs types de chambres et de services, ainsi qu'un service de restauration sur place et une cafétéria avec des horaires flexibles». Autant dire que tout y est mis en place pour que chaque étudiant puisse étudier, créer et innover sereinement, l'âme confiante en l'avenir. □

Y.S.A.

# Tourisme: Remettre la destination sur les radars

■ Forcing promotionnel pour une reprise agile dès ce mois de mai

■ La force de la destination est sa culture, sa notoriété et ses professionnels

**D**ONNER l'occasion aux Marocains de déguster les produits de la destination Fès. C'est le pari que lancent le Conseil régional du tourisme (CRT) de Fès et l'Office national marocain du tourisme (ONMT), à travers la campagne promotionnelle en cours.

En effet, la région de Fès est au cœur de la stratégie de relance du secteur du tourisme. Bien évidemment, comme le souligne Adel El Fakir, DG de l'ONMT, «chaque région a ses spécificités, ses points forts et ses points faibles...». Les besoins ne sont donc pas les mêmes et l'Office, en partenariat avec les professionnels, essaye d'adapter sa stratégie pour chaque région, en tenant compte de tous ces paramètres et en s'adaptant aux contraintes qui existent. «Pour Fès, nous travaillons avec un certain nombre de compagnies aériennes sur la reprise de lignes directes en direction des principaux marchés émetteurs euro-



*Emus et fiers, quelques 350 touristes tiganes ont obtenu une autorisation spéciale pour accomplir leur pèlerinage au mausolée Sidi Ahmed Tijani. Que du bonheur pour les hôtes de la destination spirituelle et les professionnels du tourisme qui renouent avec l'activité (Ph. YSA)*

peins à savoir la France, l'Espagne et le Royaume Uni», affirme El Fakir. «Nous comptons également, au niveau marketing et digital, repositionner Fès et Meknès comme deux marques fortes pour le tourisme culturel et mettre en avant la richesse de l'arrière-pays dans nos différentes campagnes», renchérit-il.

En attendant, Fès «a ouvert ses frontières» pour 350 pèlerins Tijanes. C'est une autorisation spéciale qui leur a été accordée pour un séjour spirituel. Au total, 350 mourides de différentes nationalités africaines étaient en visite dans la capitale spirituelle du 5 au 15 mai. Logés à l'hôtel «Médina Héritage Palace» qui a ouvert spécialement ses portes pour l'occasion, les Tijanes racontent

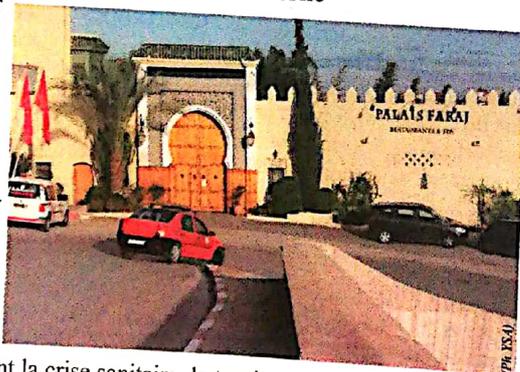
une expérience de voyages inédite. Pour Kan Mamado, initiateur de l'opération, «tout le mérite revient à SM le Roi qui considère Marocains et Sénégalais comme un seul peuple». «L'accueil des pèlerins, en cette période de pandémie, alors que les frontières de la majorité des pays en Europe et un peu partout dans le monde sont fermées, n'était possible que grâce à une permission avalisée par les plus hautes autorités du Maroc... C'est la grande satisfaction pour les Tijanes qui vont pouvoir effectuer la Ziyara de Mawlana Sidi Ahmed Tijani», renchérit Mamado. Les hôtes de la ville de Fès sont venus principalement pour les célébrations des dix derniers jours du Ramadan, tout particulièrement surtout la Nuit du Destin (du 26 au 27e jour du Ramadan). «Nous voulons nous positionner sur le tourisme spirituel. Il s'agit d'un marché de plus de 350 millions de touristes», rappelle Aziz Lebbar, président du CRT. Pour lui, «les Tijanes du Sénégal, Gabon, Mali et Nigeria sont très attachés au Maroc. Faciliter leur déplacement à Fès et concocter un riche programme de visite seraient d'un grand apport pour cette destination». L'autre marché prioritaire est «le marché national». «Le tourisme interne doit aussi être

valorisé et c'est pour cela que nous entamons une grande campagne pour booster le tourisme national avec l'appui de l'ONMT», explique le président du CRT. Cette campagne devrait permettre à tout l'écosystème du tourisme, qui a été lourdement impacté par la crise Covid-19, de renaître de ses cendres», exprime-t-il ajoutant «qu'il faut redynamiser l'activité et la promouvoir avec l'appui du Conseil de la région». Le but étant de mettre en avant une destination de choix qui a une grande notoriété et des potentialités qui n'attendent qu'être valorisées, marketées et commercialisées au niveau national et international. Pour y parvenir, les professionnels réclament un appui et un apport du ministère du Tourisme et de l'ONMT. Lequel se traduira par des actions promotionnelles de grande envergure, un accompagnement en matière de digitalisation de l'offensive commerciale, un appui pour les connexions aériennes de point à point. «Sans oublier une large communication pour faire connaître davantage nos produits touristiques réunissant histoire, culture, loisirs, bien-être, et éco-tourisme», conclut Lebbar. □

Y.S.A.

## Booster le tourisme interne

Le 3e secteur économique clé pour la Région Fès-Meknès est le tourisme. Il contribue à 8,5% du PIB national du secteur, engendre un chiffre d'affaires de 349 millions de DH, et représente plus de 18% de l'éco-



nomie locale. Avant la crise sanitaire, le tourisme régional a connu une forte dynamique, grâce au développement du trafic aérien et de divers programmes de revalorisation de la cité Idrisside, une destination culturelle de renommée mondiale. La ville se positionne également sur le tourisme spirituel grâce à la diversité de ses paysages, et sur le tourisme de montagne, rural, thermal et même golfique. En tout, Fès-Meknès compte 383 établissements d'hébergement touristique classés, soit 19.684 lits. Près de 900.000 arrivées ont été enregistrées en 2019, permettant d'atteindre un taux d'occupation de 42% en progression (30% en 2015). 5 projets sont en cours de réalisation avec un montant global de 1,715 milliard DH et 57 projets sont en cours d'instruction. □

## Déplacements intervilles

La crise devient insupportable pour les professionnels du tourisme. Hôteliers, bazaristes, agents de voyages, guides accompagnateurs... déplorant l'absence d'ouverture intervilles qui pourrait au moins les soulager en attendant la reprise d'un trafic touristique international. Surtout que l'Office national marocain du tourisme (ONMT) vient de lancer une campagne tous azimuts pour la promotion du tourisme interne. Celle-ci invite les Marocains à découvrir les différentes destinations de leur pays, et notamment Fès qui offre un voyage dans l'histoire. «Encore, faudrait-il faciliter les déplacements inter-ville et maintenir les mesures barrières», conseille le président du CRT. □

# Artisanat: Des leviers pour acter la reprise

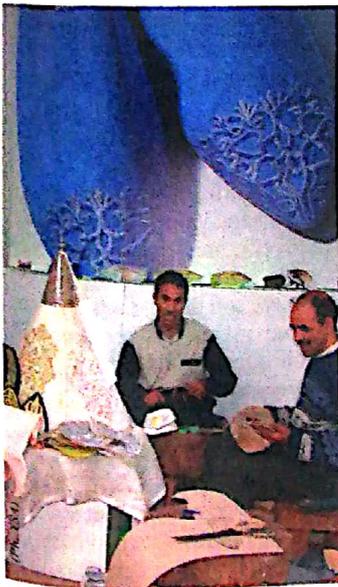
■ Il faut signer le contrat-programme et veiller à le concrétiser

■ Des mesures immédiates s'imposent pour sauvegarder les emplois

■ Promotion, mobilité et sécurité sanitaire... les priorités

À Fès, le tourisme et l'artisanat vont de pair. Malheureusement, ces deux secteurs très importants pour l'économie locale, et principalement la médina, sont touchés très sérieusement aussi bien au niveau de l'emploi que de leur activité. «Nous n'avons pas de visibilité pour le moment. Nous espérons qu'avec la participation de tous, autorités, élus, artisans et professionnels du tourisme, nous puissions trouver les moyens de dépasser cette crise inédite avec un minimum de séquelles», souhaite Aziz Lebbar, président du Conseil régional du tourisme (CRT de Fès). Même son de cloche auprès de plusieurs artisans de la ville qui regrettent la perte de plus de 80% de leur chiffre d'affaires. Décryptage.

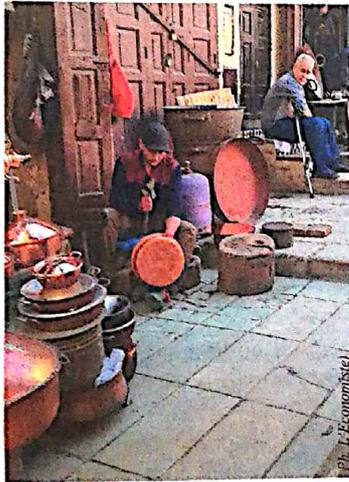
• Le secteur contribue à hauteur de 12,8% au PIB national



10,3 milliards de DH de chiffre d'affaires dont 66 millions de DH à l'export, 360 PME, et 39 artisans labélisés... Les indicateurs

macroéconomiques du secteur de l'artisanat sont révélateurs. Avec une contribution de 12,8% du PIB national du secteur, l'artisanat est le deuxième secteur phare de la région Fès-Meknès qui regroupe plus de 40.000 unités de production d'artisanat représentant 125.000 emplois opérant dans près de 205 métiers. Les filières des vêtements, de la maroquinerie et du bâtiment traditionnel emploient 66% des artisans de la région et concentrent 65% des ventes. La diversité de la production et le savoir-faire historique de ses artisans contribuent au rayonnement artistique mondial de Fès-Meknès et constituent un atout fort du secteur. Ils permettent à la région d'occuper la troisième place à l'échelle nationale en termes d'export (8% étant généré par la seule ville de Fès), après Casablanca (47%) et Marrakech (28%). Ceci, c'était avant la crise Covid-19.

• Le coup de grâce du Covid



Aujourd'hui, ce secteur est sinistré. En effet, les artisans déplorent l'arrêt complet de leurs activités et la fermeture des espaces de production et de commercialisation pour la plupart des acteurs (mono-artisans, coopératives, TPE & PME), soit l'arrêt complet impactant plus de 79.000 artisans d'art et de production au niveau de la ville de Fès y compris 36.000 artisans au niveau de l'ancienne médina. Ce qui a engendré une chute des exportations artisanales de l'ordre de 68% pendant les mois d'avril et mai 2020 en comparaison avec les mois d'avril et mai 2019. En chiffres, les artisans de

Fès regrettent une perte considérable estimée à 1,675 milliard de DH. «A cause de la suspension de nos activités durant le confinement, nos produits sont démodés et notre matière première s'est détériorée», déplore-t-on. Outre la péremption des stocks de matières premières et des produits artisanaux, les difficultés rencontrées en termes de mobilité pour s'approvisionner en matière première, la suspension des opérations d'importation de matière première ainsi que la suspension des opérations d'export des produits artisanaux, sont vivement dénoncées. Signalons que les artisans sont, en majorité, dans une situation précaire. Celle-ci est due à la non-éligibilité des adhérents des coopératives en arrêt aux indemnités du fonds Covid-19, la vulnérabilité des mono-artisans la mévente rapportée au confinement et l'arrêt de l'activité touristique. La situation est également intrigante pour les lauréats des centres de formation professionnelle de l'artisanat qui n'ont pas pu être intégrés au marché du travail.

• Le coup de main financier

De l'avis des artisans, des mesures urgentes s'imposent pour sortir de la crise et éviter la disparition des métiers ancestraux. Pour les sauver, le Comité de veille économique régional (CVER) recommande de développer des réseaux entre les coopératives ayant des activités complémentaires et les structurer en GIE, accompagner les artisans et corporatives dans le processus de soumission aux marchés publics, et pousser les adhérents des coopératives à l'utilisation des services de e-commerce (vente en ligne, marketing digital, etc.). Mettre en place une offre packagée d'accompagnement et de formation dédiée aux adhérents des coopératives (ODCO, ADS, banques) et concrétiser la convention de partenariat pour la mise en place du projet de Développement des initiatives régionales de l'entrepreneuriat social (DIRES), pour apporter l'appui financier à l'accompagnement aux porteurs de projets, pour la création et le développement des entreprises sociales, figurent parmi les propositions. Idem pour la mise en place d'un produit bancaire «Relance» tenant compte du fait que les petits artisans ne sont en majorité pas

inscrits au registre des patentes et n'effectuent pas de déclarations annuelles des impôts, ainsi qu'un crédit à taux zéro pouvant atteindre un montant de 15.000 DH. «Ce crédit sera remboursable sur une période pouvant aller à 3 ans avec un délai de grâce d'un an (à condition de disposer de 4 déclarations après la création de l'activité)», souligne Abdelmalek Bouteyine, président de la Chambre d'artisanat de Fès-Meknès.

• Le coup de pouce de la commande publique



Par ailleurs, les artisans devraient décrocher une part de la commande publique notamment pour le secteur du BTP. «Et ce, à travers l'introduction de l'artisanat marocain (zellidje, bois...) dans les chantiers de construction des lotissements», propose le président de la Chambre d'artisanat. Il faut également les associer dans la production d'une partie ou de la totalité des cartables distribués dans le cadre de l'initiative «Un million de cartables», renchérit-il. A noter que la production de ces cartables mobiliserait plus de 15.000 artisans spécialisés dans le travail du cuir de la région. Elle devrait redynamiser aussi l'activité des tanneurs et revivifier des sites historiques ruinés par la crise Covid. Enfin, la signature du contrat-programme de l'artisanat, stipulant des mesures concrètes à réaliser à très court terme, sera d'un grand apport. Avec l'accélération de l'aménagement et la réhabilitation de la médina de Fès, ce plan Marshall contribuera activement à la promotion de l'artisanat, tout comme la création de circuits touristiques intégrant des ateliers artisanaux. □

Y.S.A.



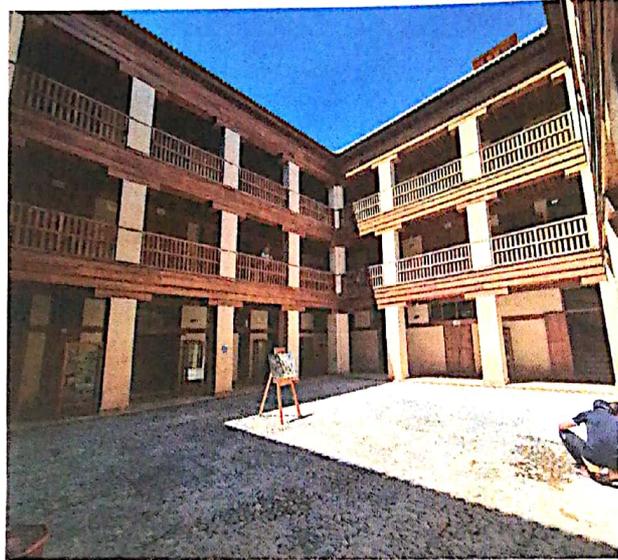
# Valorisation de la médina: Faire

■ Un budget de 3 milliards de DH pour restaurer les monuments

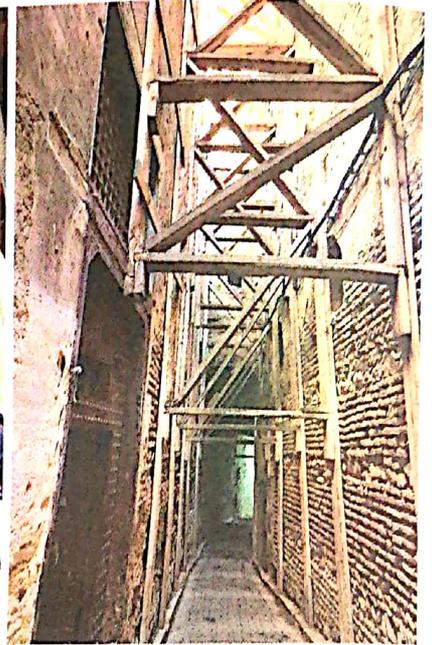
■ Objectif : promouvoir et pérenniser les métiers traditionnels

LES projets de réhabilitation et valorisation de la médina de Fès se poursuivent. «Après le confinement de l'année dernière, les chantiers de restauration des monuments et amélioration des accès ont repris. Ils seront livrés dans les temps», rassure Essaïd Zniber, wali de la région Fès-Meknès. Le premier responsable territorial affirme que: «la sauvegarde, la promotion et la valorisation du tissu ancien sont prioritaires». Ces projets se veulent inclusifs et pérennes. Ils tendent à garantir un développement harmonieux pour les habitants, artisans et commerçants de la vieille cité.

Âgée de 1.213 ans, la cité idrisside a subi l'usure du temps. Ses monuments historiques, qui tombaient en ruine, renaissent de leurs cendres grâce à la mobilisation d'un budget global de plus de 3 milliards de DH. Ainsi, plusieurs sites à haute charge historique ont été restaurés (ou sont en cours de travaux) à l'initiative du Roi Mohammed VI. Y figurent le pont Terrafine, oeuvre de l'émir Zénète Dounas au XIème siècle, Souk Sebbaghine, dont la construction remonte à l'époque Zénète au Xe siècle, les medersas Mohammadia, fondée à la fin du XIIIe siècle et rénovée par le Sultan Mohammed V au XXe siècle, Seffarine, première medersa de l'époque mérinide au Maroc (675H/ 1276 J.-C) et Mesbahiyah, érigée au nord de la Mosquée Al Qaraouiyine par



Un budget de 3 milliards de DH est mobilisé pour la restauration de la médina de Fès. Le but est de préserver le patrimoine et inviter au voyage dans l'histoire. (Ph YSA)



## Ce que coûteront les différents projets

Composantes	Coût prévisionnel en MDH
Axe 1. Restauration et réhabilitation du patrimoine	13,50
Axe 2. Mise à niveau des espaces urbains	105,55
Axe 3. Attractivité touristique et économique	87,50
Axe 4. Equipements sociaux de proximité	263,45
Axe 5. Traitement du bâti Menaçant ruine	200,00
Total	670

(Source Ader-Fès)

Le programme de valorisation des activités économiques et d'amélioration du cadre de vie dans la médina de Fès s'étale jusqu'à 2024. Doté d'un budget de 670 millions de DH, ce chantier concerne 1.197 sites

le Sultan mérinide Abou Hassan en 1347. Les travaux de restauration ont également profité à Dar Al Mouaqit, une tour élevée sous le règne du Sultan mérinide Abou Inan dans le but de contrôler la carte astronomique du ciel, l'ex-agence

Bank Al Maghreb (début du XXe siècle), foundouk Kettanine (XIXe siècle à l'époque du Sultan My Hassan Ier), Hammam Ben Abbad (XIVe siècle), Dar Lazrek, fondée à l'époque mérinide au XVe siècle, et le pont Khrachfiyine (XIe siècle).

Sans oublier les fortins (borj) Bou-touil et Sidi Bounafac, édifiés par les Saâdiens au XVIe siècle. Chapeautés par l'Agence de développement et de réhabilitation de Fès (ADER), les chantiers ont concerné 4 fondouqs historiques, outre la mise à niveau d'un quartier artisanal et la construction d'un fondouq de transfert, outre l'aménagement du complexe artisanal «Place Lalla Yeddouna». Ce ne sont pas moins de 563 millions de DH qui ont été mobilisés dans ce chapitre profitant ainsi à quelque 6.800 bénéficiaires», indique Fouad Serrhini, directeur de l'Ader. «Concrètement, la restauration de la place Lalla Yeddouna s'est axée sur deux volets: des bâtisses traditionnelles à restaurer et des bâtisses sans valeur (patrimoniales) à rénover», précise-t-il. Grâce à ce chantier, la rivière Oued El Jaouahir a retrouvé son lustre d'antan tout en se débarrassant des constructions anarchiques qui colonisaient ses

## L'appel de Moulay Idriss et la détermination de Mohammed VI

EN 808, quand Moulay Idriss décida de fonder Fès, il lança un appel: «Ô mon Dieu! Faites que ce lieu soit la demeure de la science et de la sagesse! Que Votre livre y soit honoré et que Vos lois y soient respectées! Faites que ceux qui l'habiteront restent fidèles à la

«Soumma» et à la prière aussi longtemps que subsistera la ville que je vais bâtir!». Plus de douze siècles après les paroles attribuées à son fondateur, Fès est ressuscitée grâce au Roi, déterminé à lui préserver son «identité académique et spirituelle». □

## La promotion touristique se digitalise

LA digitalisation de la promotion culturelle et touristique est aussi le credo du Conseil régional du tourisme de Fès. Ce dernier vient de lancer une application de géolocalisation. «Téléchargeable sur Play store, cet outil permet de localiser les restaurants, agences de voyages, hôtels, et lieux d'artisanat», explique Yassir

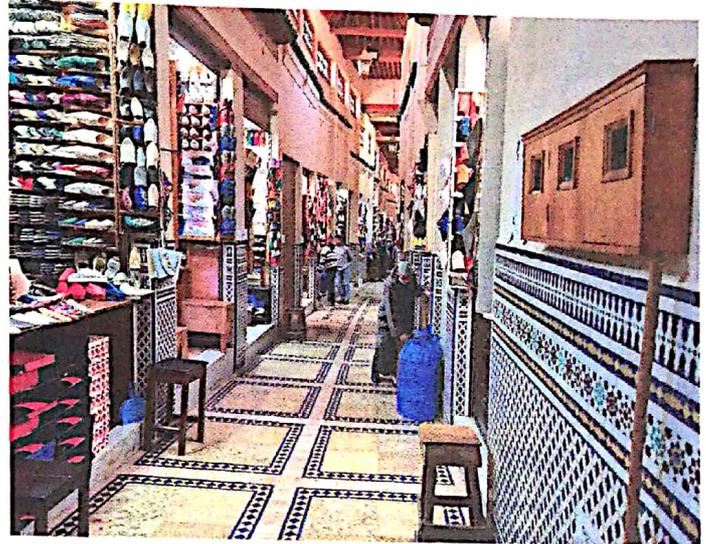
Jawhar, président délégué du CRT. Selon lui, «les touristes pourraient se rendre facilement aux endroits géolocalisés, émettre leurs avis, acheter un service ou un produit au moindre coût». Un site interactif ainsi qu'un nouveau guide touristique de Fès sont également en cours de finalisation. □

# DOSSIER FÈS

## revivre un patrimoine séculaire



La vision royale pour la médina de Fès s'appuie sur la sauvegarde, la promotion et la valorisation du tissu ancien. Stratégie dans cette démarche, une refonte à l'identique est prônée au niveau des différents chantiers (Ph YSA)



Le projet de la réhabilitation de la médina de Fès se veut inclusif et pérenne. Il tend à garantir un développement harmonieux pour les 100.000 habitants, artisans et commerçants de la vieille cité. Ici, Kissariat El Kifah, le plus ancien mall du Maroc, après sa rénovation (Ph YSA)

abords. Le destin de ses riverains, particulièrement les artisans qui travaillaient dans des conditions d'insalubrité et d'insécurité, a été repris en main. L'opération a permis également de redonner vie à Dar Belmaati, foundouq Nekhla, et le pont Bin Lamdoun. Perturbée durant les quinze dernières années par les interminables épisodes d'effondrements mortels, l'ancienne médina

nécessitait une prise en charge urgente. «A l'initiative du Souverain, il nous a été demandé d'identifier des sites à haute charge historique, sans fixer leur nombre ni limiter le budget dédié», se rappelle Serrhini. Après l'élaboration du montage financier, un nouveau programme (plus de 600MDH) de réhabilitation des monuments historiques de l'ancienne médina de Fès est acté

le 4 mars 2013, sous la présidence du Roi.

vPuis, un second programme en 2016 (583 MDH), un troisième dédié à l'aménagement des parkings et la promotion touristique (400MDH), et un quatrième en 2020 (670 MDH). S'étalant jusqu'à 2024, ce dernier vise la sauvegarde et la pérennisation des métiers traditionnels, la promotion des conditions de vie

des citoyens, ainsi que le renforcement de l'attractivité touristique de la médina de Fès. Chantier capital pour la préservation de la mémoire collective, ces programmes devraient assurer un retour vers le futur et surtout une renaissance de la médina et de ses activités économiques (artisanat, commerce et tourisme). □

Y.S.A

## Culture: Des festivals hybrides

Du 9 au 16 octobre 2021 est prévue la 14e édition du Festival de Fès de la Culture Soufie (FFCS). La 13e édition a eu lieu entièrement sous forme digitale et a été l'occasion d'accomplir une transformation de la vision même que l'on peut avoir de ce festival et plus largement du rôle de la culture à l'ère du numérique. «Je pense qu'il est important de comprendre le sens profond de cette transformation et des enjeux culturels et sociaux qu'elle implique», indique Faouzi Skali, initiateur du FFCS.

La pandémie a ouvert la voie à de nouvelles approches qui pourront, après cette année d'expérimentation, donner lieu à une conception plus riche de l'ingénierie culturelle qu'il faudrait mettre en œuvre à la sortie de cette crise.

Dans une telle conception le digital vient préparer, enrichir,

consolider la réalisation du «présentiel». Et c'est précisément ce qu'a permis cette 13e édition du FFCS par l'accélération qu'elle a donnée à la mise en place de la plateforme «Sufi Heritage» qui fonctionne maintenant d'une façon quotidienne et sur toute l'année. Notamment par un programme de Masterclass animé par des spé-

Plateforme Sufi Heritage

cialistes de premier plan et auquel participe un large public de plusieurs cultures et pays. «De nombreux autres programmes sont en voie de développement comme la constitution d'un fonds documentaire dont une partie consistera en la digitalisation du patrimoine écrit (manuscrits) et audio-visuel de la culture soufie, particulièrement ma-

rocaïn, ainsi que, à moyen terme, une Web TV», annonce Skali. Tous ces éléments participent à une fidélisation bien plus qualitative d'un large public à Fès et à ses festivals et d'une tout autre façon de concevoir le marketing digital au service de la culture et du tourisme culturel. «Cette stratégie pourrait faire école et se dérouler en étroite relation avec tous les acteurs et associations culturelles de Fès», renchérit le président du festival soufi.

La prochaine et 14e édition du Festival de Fès intitulée «Les Hauts Lieux du Soufisme» pourrait, selon l'évolution de la situation pandémique, se dérouler d'une façon «présentielle» ou plus ou moins hybride. Dans tous les cas, la complémentarité entre les deux devient une dimension essentielle de toute stratégie culturelle et touristique dans notre pays, conclut Skali. □

# Agriculture: La plaine

■ Oignons, cerises, pommes... des champions dans différentes filières

■ Plus d'un milliard de DH d'investissements générés par le FDA

■ De grands projets pour préserver l'eau et rationaliser l'irrigation

Le secteur agricole est l'un des secteurs prometteurs de la région. En effet, la superficie agricole utile au niveau de la région Fès-Meknès est estimée à 1.335.639 hectares, soit 15% de la superficie agricole utile nationale. La superficie totale des terres irriguées est de l'ordre de 1.251.456 hectares, soit 9% de la superficie totale des terres agricoles de la région.

A l'instar de l'agriculture, Fès-Meknès recèle un potentiel de production animale englobant toutes les espèces du Maroc (bovin, ovin, caprin, camelin, équidés) et une longue tradition d'élevage. Cette activité se caractérise par la prédominance du cheptel ovin constitué essentiellement de deux races: Timahdite et Dammane. La région est aussi le premier producteur d'oignon, pomme, cerise et olivier... Ce n'est pas fortuit si l'agriculture est le premier secteur phare dans ce territoire. Décryptage.

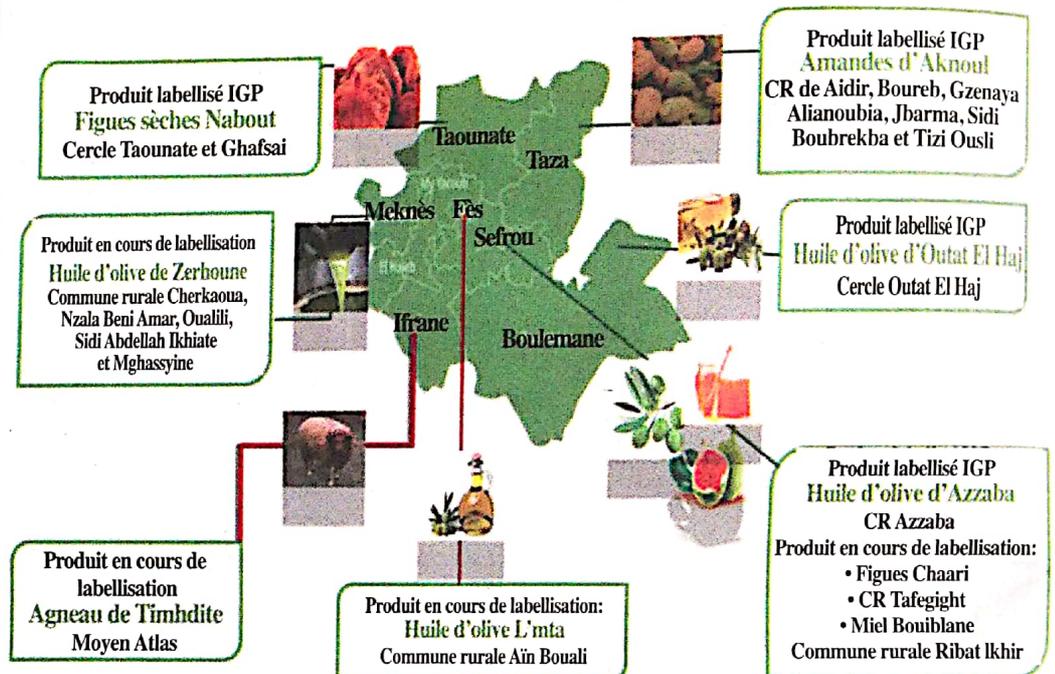
## • Plusieurs filières championnes

La région se hisse à la première place au niveau de plusieurs filières, dont la production de câpres (70% de la production nationale), cerises, oignon, pommier et olivier. Elle est également le premier exportateur de produits viticoles, d'huile d'olive et de grignons. La région dispose de plusieurs atouts pour poursuivre son essor agricole. Elle peut en effet compter sur la présence d'un capital humain qualifié et performant, l'existence de structures d'encadrement de qualité, à travers les écoles et centres de formation spécialisés (ENA de Meknès), l'encouragement de la

recherche à travers des institutions cadre du FDA. Avec plus d'un milliard de DH d'investissements générés par le Fonds de développement agricole (FDA) rien qu'en 2019,

plus de 53,7 millions de journées de travail, près de 13.000 salariés affiliés à la CNSS, l'agriculture est le premier secteur phare de la région

## Produits du terroir de la région Fès-Meknès



## 13 produits à fort potentiel de labellisation

- Figues sèches Nabout
- Câpres de Zerhounne
- Cerise d'Aïn Leuh
- Amandes d'Aknoul
- Huile d'olive d'Outat El Haj
- Câpres de Fès
- Huile d'olive de L'MTA
- Huile d'olive d'Azzaba
- Huile d'olive de Zerhounne
- Anis d'Agourai
- Pomme de Tafegight
- Miel de Sefrou et Boulemane
- Figues Chaari

Source: Conseil régional Fès-Meknès

Le secteur agricole est l'un des secteurs prometteurs de la région. Rien que pour les produits du terroir, la région en compte 13 filières à fort potentiel de labellisation et plus de 50 produits

# du Saïss, nouveau grenier



Fès est rassurée sur l'avenir de son économie agricole. Surtout grâce à la sauvegarde des ressources hydraulique comme celles de la plaine du Saïss et du bassin de Sebou. D'une superficie de 40.000 km<sup>2</sup>, ce dernier renferme près de 30% des ressources en eau de surface et 25% du potentiel des eaux souterraines du Maroc (Ph. YSA)

et le principal moteur de croissance de l'économie locale. Il lui permet d'occuper la deuxième position au niveau national, avec une contribution de 15,2% du PIB national du secteur, pour un chiffre d'affaires annuel de 506 millions de DH.

## • Sauvegarder la plaine de Saïss en priorité

Des projets titanesques sont mis en œuvre pour préserver l'eau et rationaliser l'irrigation, notamment au niveau de la plaine du Saïss. Celui-ci vise d'accompagner la dynamique du secteur et assurer une sécurité alimentaire.

Ainsi, la région verra naître 32 barrages pour booster l'approvisionnement en eau et par la même occasion, les activités agricole et industrielle. C'est ce que prévoit le Programme national 2020-2027 d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation. Ce programme a consacré une enveloppe de 12 milliards de DH pour Fès-Meknès. Plus de la moitié de ce montant ira à la réalisation de 4 ouvrages classés dans la catégorie des barrages

à «Forte contenance». Ces 4 barrages vont ainsi permettre l'amélioration des ressources en eau de la région à hauteur de 1.287 milliards de m<sup>3</sup>. Mais auparavant, le chantier du barrage M'dez aura déjà pris

fin (2021). Il en est de même pour celui de la sauvegarde de la plaine de Saïss. De son côté, le projet de la sauvegarde de la plaine de Saïss devra chambouler l'agriculture dès la fin de cette année. En effet,

ce chantier profitera à quelque 7.334 exploitations agricoles, soit 350.000 personnes. Il s'agit de la sauvegarde de 30.000 ha des terres irriguées dans la plaine du Saïss, la préservation de 4 milliards de DH d'investissement privé, l'augmentation de 60% des revenus de plus de 7.000 agriculteurs, ainsi que la création de quelque 3.000 emplois. De plus, les atouts agricoles de cette plaine sont nombreux à savoir, ses terres fertiles à fort potentiel de production estimé à plus de 300.000 ha, dont plus de 60.000 ha irrigués.

## • 4 grands barrages en construction

Selon l'Agence du bassin hydraulique du Sebou, 4 barrages sont en cours de construction près de Fès. D'un coût global de 6,7 milliards de DH, ces barrages sont programmés dans le cadre du Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027. Ils auront une capacité totale de 1,287 milliard de m<sup>3</sup>. Ce qui portera la capacité globale de stockage du bassin hydraulique du Sebou (BHS) à plus de 8 milliards après l'achèvement des travaux de ces barrages, au lieu de 5,549 milliards de m<sup>3</sup> actuellement.

A noter que la construction du barrage «Ratba» (dans la province de Taounate) sera lancée incessamment. Ce projet mobilisera 3 milliards de DH d'investissement et vise à préserver les ressources hydrauliques de la région. Concrètement, il s'agit d'un ouvrage d'une capacité d'un milliard de m<sup>3</sup>, soit la même que celle du barrage de Benimansour. Outre les grands ouvrages, l'offre hydrique de la région se développera grâce à un total de 28 autres petits barrages. Programmés au niveau de la région dans le cadre du Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation, ces derniers seront dédiés, entre autres, à soutenir et à diversifier les sources d'alimentation en eau potable, accompagner la demande relative à cette denrée précieuse, garantir la sécurité hydrique et réduire les effets du changement climatique. □

Y.S.A.

### Présentation générale de la région

<b>Superficie</b>	
• Sup. totale	4.104.582 ha
• SAU	1.340.826 ha
• Sup. irriguée	184.162 ha
<b>Cheptel</b>	<b>Effectif</b>
• Bovins	474.943
• Ovins	3.532.314
• Caprins	831.100
• Camelins	4.000
<b>Nombre d'exploitations agricoles</b>	206.368
<b>Population totale</b>	
• Population urbaine	2.564.220
• Population rurale	1.672.672

Source: Conseil régional Fès-Meknès

La superficie agricole utile au niveau de la région Fès-Meknès est estimée à 1,3 million d'hectares, soit 15% de la superficie agricole utile nationale. La superficie totale des terres irriguées est de l'ordre de 1,2 million d'hectares, soit 9% de la superficie totale des terres agricoles de la région

# La Radeef dévoile son plan

■ 3,4 milliards de DH de marchés potentiels à prendre, dont la moitié avant 2026

■ Renforcer les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement en priorité

■ Modernisation, digitalisation et simplification des procédures... au menu



*Hanafi Aboukir, nouveau DG de la Radeef, est un ingénieur de formation. Lauréat de l'école Mohammadia, il a déjà présidé aux destinées de plusieurs régions, notamment celle d'Oujda et d'Agadir (Ph. YSA)*

DEUX mois à peine après sa nomination à la tête de la Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Fès (Radeef), Hanafi Aboukir a tracé une nouvelle feuille de route pour l'établissement qui célèbre cette année son 52<sup>e</sup> anniversaire. Moderniser les outils de gestion, digitaliser la commercialisation et renforcer les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement figurent en tête des priorités du nouveau manager de la plus grande entreprise publique de la ville de Fès. Décryptage.

## Bienvenue sur l'agence en ligne RADEEF

**Connectez-vous**

E-mail  
 Mot de passe  
 Mot de passe oublié ? [Continuer](#)

**Pas encore inscrit ?**  
 Munissez-vous d'une de vos factures et créez votre compte en quelques instants ! [Créer mon compte](#)

**Payez vos factures en ligne**  
 Payez vos factures à partir de votre domicile, c'est désormais possible en utilisant notre service en ligne. [Payer mes factures](#)

**Vos démarches**  
 Si vous souhaitez un nouveau branchement ou un nouvel abonnement, vous pouvez nous contacter. [Démarches](#)

**Je gère mes contrats**  
 Vous gérez votre compte quand vous le désirez et d'où vous voulez. Vous accédez à chacun de vos con...[Voir la suite](#)

**Je paie sur Internet mes factures d'eau & d'électricité**  
 Je paie sur Internet mes factures d'eau & d'électricité. Vous n'êtes pas obligés de vous déplacer à v...[Voir la suite](#)

**Je fais ma réclamation en ligne**  
 Afin d'éviter de vous déplacer à la RADEEF cette rubrique vous permet d'envoyer une nouvelle reclama...[Voir la suite](#)

Le nouveau DG table sur la simplification des procédures administratives, la mise en place de l'agence commerciale en ligne et une application mobile à partir du mois de juin 2021

## ■ Voir plus grand, élargir la zone d'action

LA priorité porte également sur l'élargissement de la zone d'action de la Radeef, la sensibilisation contre le gaspillage des ressources en eau potable, le renforcement de la productivité en électricité et l'amélioration du traitement de l'assainissement liquide.

Ainsi, en matière d'activité «eau potable», les ressources mobilisées et mobilisables permettent actuellement non sans contraintes exogènes de satisfaire les besoins en eau potable. Cependant, eu égard à leur dépendance des précipitations incertaines, à la surexploitation de la nappe et à la pollution industrielle, leur gestion appelle à une vigilance

accrue et un système de veille permanent. Notons que la capacité de stockage actuelle (26 réservoirs) est de l'ordre de 142.624 m<sup>3</sup>. Ce qui permet une autonomie de distribution de 18 h. Pour densifier cette capacité, la Régie a programmé un plan à court terme 2021-2022 pour la création de nouvelles cuves d'une capacité totale de 15.000 m<sup>3</sup> supplémentaires. En attendant, l'actualisation du schéma directeur d'eau potable datant de 2008 doit s'opérer dans les plus brefs délais. «Cette action urgente s'impose pour tenir compte des changements importants au niveau du développement urbanistique, économique et

social de la ville de Fès», indique Aboukir. «L'amélioration du rendement du réseau dans le cadre de la lutte contre les pertes et le gaspillage de l'eau, denrée rare, est au cœur de notre stratégie», précise-t-il. Ce rendement a connu une nette amélioration pour atteindre un taux de 77,8%. Cependant, la stagnation de ce dernier durant la période 2019-2020 et l'augmentation de l'indice linéaire de perte (m<sup>3</sup> d'eau perdue/jour/km de réseau), durant les deux dernières années imposent à la Régie de redoubler les efforts et d'engager une nouvelle stratégie permettant d'élaborer un plan d'actions exhaustif à même de relancer

l'amélioration de rendement pour atteindre le taux de 80% au maximum dans deux ans. «Ce qui permettra encore plus d'économie de la ressource rare, d'économie de l'énergie de pompage, un gain financier important et une rationalisation des investissements aussi bien pour la Régie ou pour son partenaire ONEE», justifie Aboukir, affirmant que «des actions de sensibilisation à l'économie de l'eau au profit de la population seront engagées également, avec comme principale préoccupation la satisfaction des clients par la garantie d'un service continu de bonne qualité et dans les meilleures conditions». □

# DOSSIER FÈS

## d'investissement sur 10 ans

### ■ Rentabiliser la Step et booster «l'activité électricité»

S'AGISSANT du secteur de l'assainissement liquide, Aboukir veut s'attaquer aux problèmes qui entravent le bon fonctionnement de la Station d'épuration des eaux usées (Step) et remettent en cause sa pérennisation. «Nous devons résoudre la problématique des margines qui causent un arrêt annuel de presque 4 mois avec la difficulté de délocaliser les huileries concernées, le déversement direct des lixiviats de la décharge contrôlée par camion-citerne aux réseaux Régie (160 m<sup>3</sup>/J), le refus par le centre d'enfouissement de la ville (depuis le mois 04-2017) de recevoir les boues de la Step, ce qui cause le remplissage de la zone de dépotage destinée à l'extension et le séchage, et le non-respect des engagements de certaines activités industrielles dans le cadre du programme de dépollution industrielle», souligne-t-il. Il réitère par la même occasion son «appel à l'implication des différents partenaires et parties intéressées

pour résoudre ces problèmes et permettre ainsi le fonctionnement normal et performant de la station». L'autre chantier sur lequel Aboukir est attendu est celui de la mise à niveau du réseau de l'assainissement liquide de la ville de Fès. «Ce volet préconise des investissements de l'ordre de 800 millions de DH. Un montant qui financera les projets du grand intercepteur Oued Fès, le collecteur principal Himer, le chemisage du collecteur Sud, la réhabilitation et déviation du collecteur Sahrij Gnaoua, et la réhabilitation du collecteur route de Meknès». Et pour préserver la ressource stratégique, une étude de faisabilité de la réutilisation des eaux épurées pour l'irrigation des espaces verts et du golf est en cours de réalisation. Inscrit dans le cadre du Programme national pour l'approvisionnement en eau potable et d'irrigation (PNAEPI) 2020-2027, ce projet est piloté par l'Agence du bassin hydraulique de Sebou (ABHS). Signalons enfin qu'en matière de son



activité électricité, la Régie a déployé des efforts importants, afin d'assurer la sécurité d'alimentation jusqu'à l'horizon 2036. «Grâce au renforcement et la mise à niveau des trois postes sources déjà existants, et tout récemment la mise en service d'un 4e poste source 225/20 KkV (Fès-Wislane), la Régie compte rentabiliser ce secteur en maximisant les branche-

ments, diminuant les pannes et la durée moyenne des coupures, augmentant le rendement des réseaux (pour atteindre 94,5% à l'horizon 2023), et modernisant la gestion et l'amélioration de la qualité de service à travers le système de télégestion du réseau «BCC» et système de télésurveillance des centrales de mesures», conclut Aboukir. □

### ■ 1,5 milliard de DH de chiffre d'affaires

CRÉÉE en 1969, la Radeef est un acteur majeur du développement socioéconomique dans la Région et plus particulièrement la ville de Fès avec un investissement sur les dix dernières années de 3,8 milliards de DH et un investissement projeté sur les 10 années à venir de 3,4 milliards de DH. En effet, la zone d'action de la Régie s'étend sur 45.000 hectares, une population desservie d'environ 1,2 million d'habitants, une longueur de réseau toutes activités confondues de 9.489 km, une clientèle dépassant 1 million, un effectif de 909 agents et un chiffre d'affaires dépassant 1,5 milliard DH HTVA. Au vu de ces indicateurs, la Radeef est l'une des plus importantes entreprises publiques de la ville. Elle mérite à ce titre une modernisation de ses outils de gestion. C'est la conviction de son nouveau dirigeant, Hanafi Aboukir qui priorise la refonte de l'organisation actuelle accompagnée d'un plan de formation et de perfectionnement du personnel, la modernisation de son système de management et de gouvernance, le renforcement de son dispositif de contrôle interne et la



mise en œuvre d'une stratégie commerciale qui met le client au centre de ses préoccupations. Dans son programme, le nouveau DG table

sur la simplification des procédures administratives, la mise en place de l'agence commerciale en ligne et une application mobile à partir du mois de juin 2021, outre la mise à niveau et l'harmonisation des agences commerciales afin d'améliorer les conditions d'accueil. «Le couronnement de toutes ces améliorations passera par un système de management qualité intégré et l'obtention de la triple certification: ISO 9001-2015, ISO 14001-2015 et ISO 45001-2018», explique-t-il. □

Y.S.A.

#### Insolvabilité de la mairie, une contrainte majeure

NOMMÉ à la tête de la Radeef, en mars dernier, Hanafi Aboukir a hérité des arriérés du conseil communal de la ville, qui s'élèvent à plus de 627,78 millions de DH. «L'importance sans cesse croissante des arriérés de la commune urbaine de Fès déstabilise même l'équilibre financier de la Régie et sa capacité à honorer ses engagements nationaux et internationaux et menace même la continuité de service», déplore-t-il. Et d'alerter: «ces arriérés constituent une contrainte majeure qui risque de mettre en péril la réalisation de nos grands projets de développement pour la région». □

# Gros espoirs pour une renaissance du sport

■ Une enveloppe de 510 millions de DH pour l'animation sportive

■ Développement social, intégration et inclusion des jeunes en priorité

**D'**IMPORTANTES conventions viennent d'être signées entre le ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports et la région Fès-Meknès. Ces accords portant notamment sur la promotion du secteur des sports, pour un montant global s'élevant à 510,8 millions de DH, ravivent les espoirs d'une renaissance de l'animation sportive, des victoires et l'émergence d'une nouvelle génération de champions.

«Notre objectif prioritaire est de développer et construire l'humain, assurer son immunité corporelle et culturelle et lui inculquer les vraies valeurs de la nation... Il ne s'agit nullement de construire des infrastructures pour construire, mais pour fédérer les jeunes et assurer leur épanouissement», indique Othman El Ferdaous, ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports (Ph. YSA) tribuée le titre de champion d'Afrique en 1976», rappelle un sexagénaire. Pour nombre d'observateurs, «le sport doit retrouver sa place à Fès. Idem, les clubs, associations sportives, fédérations... doivent également se positionner dans le classement du championnat du football et des autres disciplines». Pour y parvenir, plusieurs infrastructures (terrains de sport, pistes d'athlétisme, piscines couvertes,...) sont aménagées dans le cadre d'initiative nationale pour le développement humain. D'autres sont le fruit de partenariats avec des particuliers. De l'avis unanime, ces équipements doivent être valorisés et mis en service. Toutefois, il faut trouver une formule adéquate



«Notre objectif prioritaire est de développer et construire l'humain, assurer son immunité corporelle et culturelle et lui inculquer les vraies valeurs de la nation. Fédérer les jeunes et assurer leur épanouissement aussi», indique Othman El Ferdaous, ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports (Ph. YSA)

pour démocratiser le sport et en faire une véritable locomotive de développement. A ce titre, tous les acteurs (universitaires, opérateurs économiques, et société civile) doivent se mettre à l'œuvre. L'ambition étant de préparer une feuille de route pour une animation sportive pérenne et inclusive. «Le sport doit être un facteur d'intégration et d'éducation et un vecteur de la promotion touristique, notamment grâce à des compétitions internationales comme des marathons, tournois de basketball, arts martiaux, foot, etc.», estime-t-on.

• Une attention particulière pour le MAS qui a retrouvé sa place

En attendant, un travail de fond est engagé par le management du Moghreb de Fès (MAS). Elu à la tête du club il y a deux ans, Ismaïl Jamaï, son président, s'est engagé à fédérer les efforts de toutes les composantes de la famille du MAS pour acter un retour à l'élite du football national. «L'un de mes principaux défis consiste à activer le centre de formation de l'équipe et mettre l'expérience des anciens joueurs au service de l'équipe», promettait-il à son élection. Aujourd'hui, il ne cesse de batailler pour que le MAS puisse retrouver son lustre d'antan, renouer avec les palmarès et les victoires, et satisfaire les supporters de l'équipe créée en... 1946. Le président du MAS se félicite au passage de la montée de son équipe en première division, appelant «les partenaires à croire au potentiel des jeunes joueurs et en la dynamique qu'a connue le club ces dernières années». Pour rappel, ce retour en Botola Pro a été garanti grâce

au management du club qui a consacré plus de 20 millions de DH à la dernière saison sportive. «La Fondation Jamaï a apporté son appui pour redorer le blason de la première équipe de la capitale spirituelle et marquer ce retour à la place naturelle du MAS», confie à L'Economiste le président du club. Rappelons que le MAS, qui a passé deux saisons en 2e division, était une équipe au faite de sa gloire en février



«Nos partenaires doivent croire au potentiel des jeunes joueurs et en la dynamique qu'a connue le club ces dernières années... Nous allons renouer avec le palmarès glorieux de notre équipe», promet Ismaïl Jamaï, président du MAS (Ph. YSA)

2012. En dépit des nombreux couacs en matière de trésorerie qui n'avaient pas permis aux joueurs de recevoir leurs primes et salaires, c'est l'esprit sportif qui l'avait toujours emporté. Les footballeurs avaient continué à jouer pour remporter trois coupes (Supercoupe de la CAF le 25 février en Tunisie au stade de Radès, coupe de la Confédération de la CAF et la coupe du Trône). Ce triplé n'avait jamais été réalisé par une équipe marocaine. □

Y.S.A.

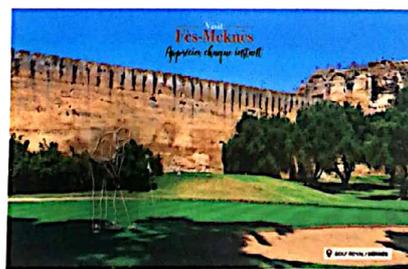
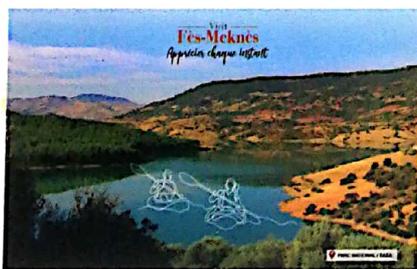
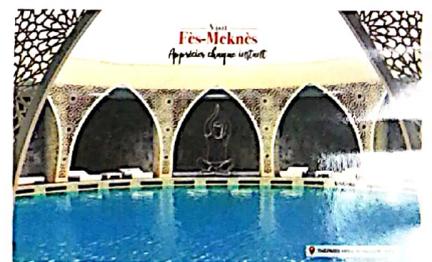
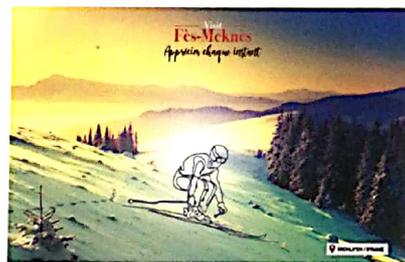
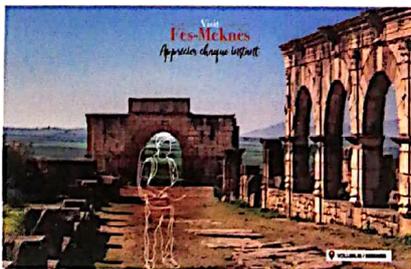
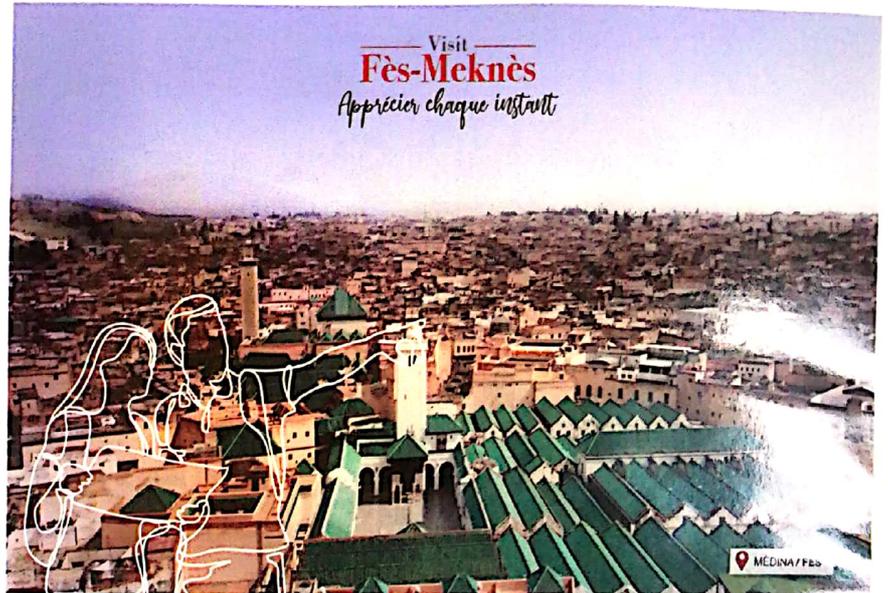
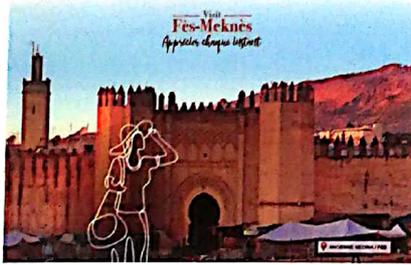
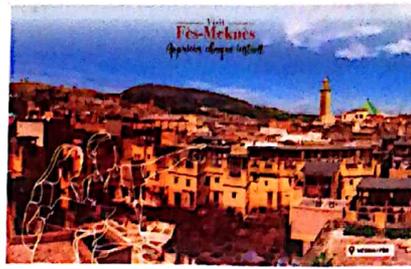
## La fausse note du complexe sportif

**L**E complexe sportif de Fès se trouve dans un état lamentable. Sa remise à niveau est vivement recommandée. Le ministre de la Jeunesse et des Sports a d'ailleurs promis de résoudre ce problème dans les plus brefs délais. En attendant, le chantier lancé en 2018 reste à l'abandon. A l'entrée dudit complexe, deux pancartes font office d'accueil. On y voit le détail de deux marchés (17/2018 et 19/2018) relatifs aux travaux d'aménagement en gazon naturel du terrain principal et de deux terrains annexes ainsi que les travaux

d'éclairage spécialisé de deux terrains d'entraînement. Dans l'ordre, le premier marché, d'une durée d'exécution de 4 mois, est confié à la société Valtech SA et aux laboratoires Labotest et Labosport, pour un budget de 23,11 millions de DH. Le but est que la pelouse du terrain principal soit aux normes FIFA. S'agissant de l'éclairage des terrains



d'entraînement, il sera effectué par la société Shaper, sous le contrôle du bureau Socotec, moyennant une enveloppe de 5,34 millions de DH. Pour l'heure, le chantier de mise à niveau est à l'arrêt. Certains espèrent la relance des travaux rapidement afin d'éviter le risque social des prochains matchs du MAS, surtout si ceux-ci se déroulent au stade Hassan II situé en plein centre-ville. □



  
Ntlagawfbladna

Profitez de nos offres exceptionnelles  
et planifiez vos prochaines vacances sur  
[www.visitfesmeknes.ma](http://www.visitfesmeknes.ma)

